

le monde  
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste  
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

2004 Reals Dec n° 1379-1380

# le monde libertaire



## Sarko le r

**Terrorisme d'État**  
deux militant arrêtés pour leur action  
pédagogique

**Éducation nationale**  
une institution qui part en miettes

**Lois Perben**  
la répression et la culpabilisation  
augmentent.

M 02137 - 1379 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Nous voulons faire en sorte que le peuple se  
refuse à nommer ou à reconnaître de  
nouveaux gouvernements »

Errico Malatesta

hebdo n°1379

du 9 au 15 décembre 2004

Fo P2520

# Sommaire



**Thyde et Jean-Marc, libres!**, page 4

**CRIFA**, l'Internationale anarchiste en congrès à Londres, page 7

**L'autruche se couvre** en ces temps rigoureux, par Fred, page 7

**L'école en miettes !**, la Commission sociale de la FA, page 9

**Une imposture** : le retour à l'école d'avant-hier,  
par ICEM/pédagogie Freinet, page 10

**Les lois Perben**, Patriot Act aussi chez nous, par Jacques Langlois, page 11

**Sicilia libertaria**, journal anarchiste depuis 1977, page 14

**Gares au travail**, par Dr Martius, page 15

**Kyoto**, fonte des glaces et manne financière, par Patrick Schindler, page 17

**Le racisme sans race**, Norbert Elias nous éclaire, par Nestor Potkine, page 19

**André Arru, un individualiste solidaire**, par André Bernard, page 20

**Maria pleine de grace**, drogue et aventure, par Heike Hurst, page 21

**Vie du mouvement**, page 22

**Agenda anarchiste et Radio libertaire**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais  
Commission paritaire n° 0609 C 80740  
Imprimerie EDRB (Paris)  
Dépot légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - EDRB  
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :  
droits réservés.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (* DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n <sup>os</sup>	<input type="radio"/> 20	<input type="radio"/> 32	<input type="radio"/> 27
6 mois 25 n <sup>os</sup>	<input type="radio"/> 38	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 46
1 an 45 n <sup>os</sup>	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 99	<input type="radio"/> 77
Abonnement de soutien	<input type="radio"/> 76		

\* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)  
\*\* les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Chèque postal  Chèque bancaire  Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Redaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



Trois jours de garde à vue pour avoir hébergé un môme de trois ans, nos camarades Thyde et Jean-Marc, de l'île d'Oléron, sont les victimes de la politique sécuritaire qui enrôle toutes les institutions et administrations dépendantes de l'État au service de la police et de ses basses œuvres. En effet, nos amis ont été signalés à la police suite à la diffusion d'un avis de recherche du petit Pierre à travers le réseau de l'Éducation nationale. Cette procédure, destinée au départ à la protection de l'enfance en danger, a été dans ce cas utilisée crapuleusement. L'enfant, au moment de ces recherches, se trouvait dans sa famille espagnole à laquelle la justice l'avait confié lorsque ses parents ont été incarcérés au début du mois d'octobre. La police a donc sciemment diffusé un faux avis de recherche dans le but de découvrir les réseaux de solidarité qui ont permis au petit Pierre d'être scolarisé. Ces méthodes, malheureusement, n'ont rien d'exceptionnelles et ont déjà été utilisées pour rechercher des enfants de sans-papiers dans le but de les expulser en même temps que leurs parents. Nous pourrions aussi parler des sans-papiers expulsés suite à un contrôle de billet lors de leurs déplacements sur les réseaux SNCF ou RATP. Cette instrumentalisation de l'appareil de l'État au profit de la police n'est pas sans rappeler une période sombre de cette nation, où la collaboration avec le système répressif de Vichy a entraîné bon nombre de fonctionnaires à se rendre complices de crimes abominables. Il est de la responsabilité de chacun de n'agir qu'en toute conscience et de refuser sa collaboration à l'État lorsque celui-ci lui enjoint de participer à l'appareil répressif. La criminalisation croissante du militantisme syndical et associatif, le vote par le Parlement de lois liberticides telles que les lois Perben I et Perben II, la présence de militaires dans les lieux publics stratégiques (gares, aéroports...) sous prétexte de lutte antiterroriste, tout est fait, non pas pour que nous vivions dans une société plus sûre, mais surtout pour anéantir toute forme de dissidence, faire taire toute voix qui ne ferait pas l'apologie de l'économie de marché libérale. Estimons-nous heureux, nos militaires n'emploient pas encore les mêmes méthodes pour stopper nos manifestations que celles qu'ils ont utilisées en Côte d'Ivoire, à savoir tirer à l'arme lourde sur la foule à partir d'un hélicoptère. Sarkozy lui, le chantre du tout sécuritaire, a franchi un nouveau pas vers son accession au trône de la République. Il a fêté ça en grande pompe, n'hésitant pas à dépenser l'équivalent de plus de 800 années de RMI en une journée, puisées sur les subventions que son parti reçoit des contribuables.

## SARKO-SHOW

Jean-Pierre Levaray

**JE NE SAIS PAS POUR VOUS** mais, en ce qui me concerne, je ne suis pas d'un naturel violent. Pourtant, il y a certaines personnes qui me hérissent fichtrement le poil. Genre: une rangée de flics, casqués, bottés, protégés par des boucliers à plutôt tendance à m'énervier; avoir croisé, un jour, la route de Le Pen a fait monter mon taux d'adrénaline au point que je me serais presque jeté à son cou pour l'étrangler, mais il y avait des tas de flics aux alentours; lorsque mon patron a annoncé son nouveau plan de suppression d'emplois, j'aurais bien vu sa tête au bout d'une pique et le DRH, qui l'accompagnait, griller sur un tournebroche, mais avec les collègues, venus eh manif, on a été bien sages...

Pour Sarkozy c'est pareil. Difficile de rester de glace face à ce personnage qui s'agite comme un roquet et qu'on enverrait bien valser, d'un coup de pied, le plus loin possible.

Et en ce moment, du Sarkozy, on en bouffe à toutes les sauces. Pas un jour sans qu'il ne soit question de lui. Tous les médias lui servent la soupe, qu'ils soient de droite ou de gauche, car depuis deux ans l'individu est devenu la mascotte d'une presse toujours en recherche de grandes gueules. On a eu Georges Marchais, Le Pen, dans une moindre mesure José Bové, et voilà qu'on a Sarkozy.

Son « élection » à plus de 85 % à la tête de l'UMP (mieux que Chirac aux présidentielles) a constitué un summum. Les médias qui lorgnent toujours du côté du pouvoir, qui, même, sont fascinés par le pouvoir, ne pouvaient rêver meilleur acteur.

Le sieur Sarkozy a les dents longues, très longues, qui rayent le parquet, à force d'en vouloir. Il n'a jamais fait mystère qu'il voulait être président à la place du président. Il a dit lui-même qu'il n'y pensait pas uniquement lorsqu'il se rasait le matin. Président de la France, donc, c'est ce qu'il vise. Pourtant son père, le très aristocratique, Pal

Sarkozy de Nagy-Bocsa, réfugié politique hongrois, avait dit à ses fils: « Jamais dans ce pays un Sarkozy ne sera président de la République. Pour cela, il faut aller aux États-Unis. » C'est dire si Nicolas voit petit, mais c'est dire aussi dans quelle ambiance il a été élevé.

Sarkozy, qui refuse de parler comme un énarque, répète à qui veut l'entendre qu'« il est libre », et quoi de plus libre que de briguer la place la plus haute de l'État français (le frère Sarko, lui, brigue la place de patron des patrons, pas mal non plus)? Il assure à qui veut l'entendre qu'il est convaincu d'avoir raison; il a déclaré dans *Paris-Match*, cet été, qu'il était prêt pour être président: « J'y suis prêt comme sans doute je ne l'ai jamais été. »; enfin, quittant son ministère des Finances pour la présidence de l'UMP, il a dit (dixit le *Nouvel Obs*): « Ce que je suis content de quitter tous ces nuls! »

La fête à la gloire de son ego surmultiplié a été ce show à l'américaine qu'il a bâti, lors de son investiture, pour éblouir les militants de son parti, pour donner de l'image aux médias et pour montrer qu'il en voulait et qu'il ne serait pas comme ses prédécesseurs. Pour être adoubé auprès du peuple, il a offert les confettis et les strass, n'a pas hésité à claquer des millions d'euros, a invité le show-biz. Sa mégalo n'a plus de limite et maintenant qu'il est président de l'UMP, il ne va pas se gêner.

### Communicateur

Donc, Sarkozy plaît à la presse, parce que ce type assoiffé de pouvoir qui, en même temps, veut tuer son père spirituel (Chirac) a un côté shakespeareien mais aussi parce que Sarkozy et son équipe mâchent le boulot des journalistes.

Côté « Com », Sarkozy sait faire: lorsqu'il a été ministre de l'Intérieur, pour chasser le sentiment d'insécurité, plutôt que de chercher du côté social, il s'est

**suite de la page 3** démené comme un beau diable, s'est montré partout, a multiplié les effets d'annonce qui consistaient à dire que la délinquance diminuait et le tour était joué. Sarkozy expliquait sa politique noir sur blanc et sans arrêt, aux journalistes, les traitait avec égards et les pissait copieusement n'avaient plus qu'à recopier ce qu'il voulait bien leur donner. Trop contents d'avoir du grain à moudre et d'alimenter de solutions réactionnaires une campagne d'insécurité qu'ils avaient contribué à faire grossir.

N'empêche que Sarkozy au ministère de l'Intérieur, ça a été de plus grands pouvoirs à la police; la création d'une prime au « rendement » pour les flics méritants; une régularisation encore plus restrictive des sans-papiers; les renvois manu militari d'étrangers; la fermeture de camps comme Sangatte sans création de lieux d'accueils alternatifs; ça a été la création de centres d'éducation fermés pour jeunes « délinquants »; ça a été la création du délit de racolage plutôt que la chasse à la mafia du proxénétisme; ça a été les campagnes de flitage de têtes dans le cadre de la sécurité routière; ça a été une aide à la dérive communautariste en s'appuyant sur les religieux musulmans (dans son livre, *La République, les religions, l'espérance*, il islamise le débat sur l'intégration, alors que seule une minorité des maghrébins est pratiquante...); en ce qui concerne la laïcité, il a parlé de réformer la loi de 1905, etc.

Pourtant, avec la Corse, alors qu'il disait à tout va qu'il allait régler le problème, il s'est bien planté. Profitant de cet échec et pour contrer ses volontés hégémoniques, Chirac l'a changé de ministère pour faire baisser sa popularité. Ce qui n'a pas loupé. C'est sûr qu'à ce ministère, quand on est un chantre du libéralisme et qu'on a des attaches avec le Medef qui sont plus que fraternelles, ça a du mal à passer. Il a eu beau essayer de faire dans le discours populiste, parler du panier de la ménagère, annoncer des baisses qu'on n'a pas senties... il a continué dans sa logique libérale: privatisations, baisse des charges pour les patrons et autres.

Piégé à Bercy par ses « amis » politiques, sa popularité baissant, Sarkozy a préféré quitter le ministère pour devenir chef de file de son parti. Désormais, il va pouvoir parader tout son saoul, dire aux ministres ce qu'ils doivent faire et retrouver un discours démagogique comme il sait faire. Et ce, malgré les chausse-trappes de ses autres collègues de l'UMP qui sont aussi assoiffés de pouvoir. Il semble sur les rails de sa candidature pour 2007.

Bon, nous, anarchistes, nous n'avons pas grand-chose à faire de ces petits roitelets avides de pouvoir, et lui consacrer ces lignes c'est lui faire trop d'honneur, mais ce type va encore nous casser les pieds un moment... Alors, tous ensemble, il reste à botter le cul à ce petit roquet et à l'envoyer valser loin, très loin, dans les poubelles de l'histoire. **J-PL.**

## Logique d'ETA

Il y a quelques décennies de cela, à l'époque de Franco la muerte, l'oppression était manifeste, la répression féroce, et ils ne furent pas les seuls à prendre le chemin, légitime, de la lutte armée.

Oh, certes, l'objectif qu'ils se proposaient d'atteindre (une prétendue libération nationale plombée par l'instauration de nouvelles frontières, d'une nouvelle armée, de nouveaux flics, d'un nouvel État...) comme le discours (une soupe rance de racines tiers-mondistes et d'orties marxisantes) qui leur tenait lieu d'argumentaire, n'avaient pas de quoi nous faire grimper aux murs. Mais nul ne pouvait contester qu'ils étaient dans l'urgence de la légitime défense.

Mieux, en réservant leurs coups à la Guardia Civil et aux militaires, leur côté Robin des Bois en titilla plus d'un et plus d'une.

Reste qu'après la mort de Franco, l'instauration d'une démocratie bourgeoise et la mise en œuvre d'une certaine autonomie au pays basque espagnol, leur lutte (armée) ne pouvait que manquer chaque jour davantage de lisibilité.

Et comme elle commença à s'affubler du masque hideux du terrorisme (bombes dans les supermarchés) et de celui, tout aussi hideux, de l'assassinat de leurs militants désireux de poursuivre la lutte sous une autre forme, elle devint totalement illisible pour le tout venant et... complètement limpide pour tous ceux et toutes celles qui se refusent à épouser les billevesées nationalistes.

Jusqu'à il y a un an et demi, ETA, décimée par la répression et dégueulée par de plus en plus de gens, voyait chaque jour un peu plus son avenir s'éloigner dans le rétroviseur de l'histoire.

Et puis il y a eu cet éclair d'intelligence d'une trêve unilatérale. De la paix. Et l'évidence, dans la foulée, de l'ouverture du boulevard politique et social qui s'ouvre à tous ceux qui osent l'adieu aux armes pour le combat politique et social.

Parce que l'État espagnol (comme l'État français) a pris cette trêve unilatérale pour un aveu de « faiblesse », s'est obstiné dans la répression et son refus de l'indépendance basque (mais pouvait-il en être autrement ?), ETA vient de décider de remettre ça.

Quelques dizaines de va-t-en-guerre, contre le désir du peuple basque, et même des bœuf-oui d'Herri-Batasuna, vont donc se la rejouer roi du revolver et de l'assassinat ordinaire.

Au royaume du nationalisme, c'est toujours la logique d'ÉTAT qui prévaut !

Étonnant, non ?

Jean-Marc Raynaud  
le 3 décembre 1999

## ETA sœur !

Qu'ils fassent payer « l'impôt révolutionnaire » aux riches, c'est pas d'un problème sur un principe que, bien avant Robin des Bois, nous avions fait nôtre !

Qu'ils rackettent des stars du foot-business-capitaliste-médiatique-toc, ânes bâtés, p'tit pois dans la tronche, sourires de pub et compagnie, au motif que « ça » fait partie des riches, c'est pas davantage problème sur le même principe !

Qu'ils veuillent faire payer « l'impôt révolutionnaire » à Liza, racketter un connard de foot-teux made in « champion du monde » (qui se dit, cependant, citoyen du monde) because il est né quelque part, et ce faisant, ne l'autoriser à être un connard de foot-teux merdeux plein d'thunes que dans le cadre éminemment progressiste et libertaire d'une patrie et d'un État basque ethniquement pur, ça commence (n'en déplaise à certains libertoides et à leurs gros sabots du soutien critique à l'insoutenable) à faire largement zarbi dans le paysage !

Que les nationaux-fascistes d'ETA assortissent leur racket merdeux de menaces sur la famille de Liza, après avoir assassiné des anti-fascistes notoires parce qu'ils étaient des rebelles à l'ethnisme, clôt définitivement le débat sur une certaine manière, maffieuse et fasciste, de concevoir une lutte de libération nationale !

Place, donc, à la poésie !

ETA d'urgence,

ETA d'âme,

ETA de fait,

ETA major,

ETA policier,

ETA dans l'État,

Et ta sœur !

Jean-Marc Raynaud  
le 15 décembre 2000

# Fait d'hiver

Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud, arrêtés dans la matinée du mardi 30 novembre dans le cadre d'une enquête pour complicité dans une entreprise terroriste, ont été libérés après plus de 3 jours de garde à vue dans la matinée du vendredi 3 décembre.

La Fédération anarchiste ainsi que Jean-Marc et Thyde tiennent à remercier tous ceux qui se sont mobilisés tant sur le plan départemental que national ou international. Mobilisation issue non seulement du milieu libertaire, mais aussi enseignant et syndical.

C'est dans le cadre de l'école Bonaventure, puis à titre personnel, qu'ils ont accueilli un enfant de 3 ans, un p'tit bout comme ils disent, qui par malheur s'est révélé être le fils de nationalistes terroristes. Cet acte, ils le revendiquent dans le texte ci-dessous qu'ils ont écrit lorsqu'ils ont su leur arrestation imminente.

## Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell

QUAND VOUS LIREZ CES LIGNES, nous serons en prison. Pour quelques jours. Quelques semaines. Quelques mois. Quelques... Notre « crime »? Avoir fondé et animé une école libertaire: Bonaventure. Y avoir accueilli, sans formalités, des enfants de tous horizons (même des mômes de cathos, c'est dire...). Et nous être pris d'affection pour un petit bout en perdition au point de l'avoir accueilli chez nous pendant deux ans et demi.

De cela, qui remonte maintenant à plusieurs années, on nous fait aujourd'hui le reproche. Pourquoi?

Tout simplement parce que le petit bout en question s'est révélé être le fils d'un couple de militant de l'ETA arrêté il y a quelques semaines.

Est-il besoin de le préciser, nous ignorions ce détail. Est-il également besoin de le préciser (les parents s'étant présentés à nous comme ayant des problèmes de « papiers »), nous avions quelques doutes sur les véritables motivations de la demande de scolarisation et d'accueil qui nous avait été faite. Est-il, enfin, besoin de le préciser, nous assumons pleinement le fait de scolariser, d'éduquer et d'accueillir tous les petits bouts du monde en détresse sans nous enquérir de l'identité ou des motivations de leurs parents.

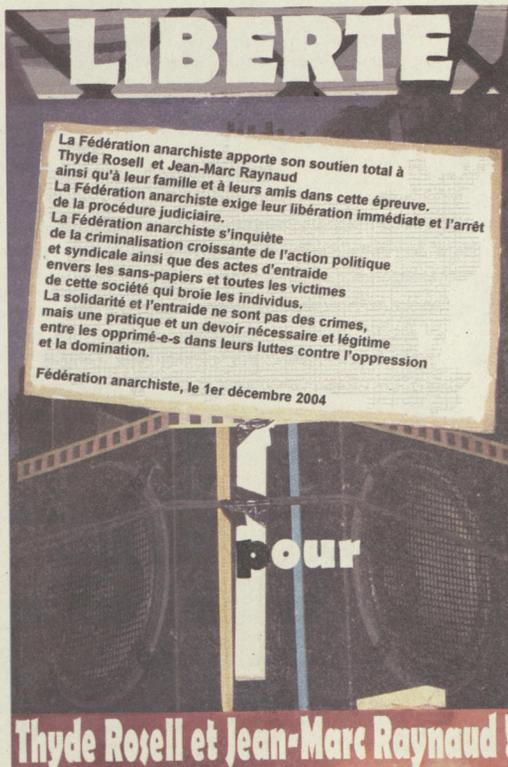
Cékomça! Parce que nous pensons que les enfants ne sont pas responsables de leurs parents<sup>2</sup>, seul nous importera toujours leur regard noyé de brume.

Car, enfin, quoi? Une école libertaire pourrait-elle ne pas être une terre d'asile sans perdre son « âme »? Des libertaires qui n'ouvriraient pas en grand leur porte et leur cœur à des enfants en détresse d'instruction, d'éducation et d'amour, pourraient-ils être autre chose que des gribouilles?

On s'en doute, ce genre de discours est complètement incompréhensible pour les autorités comme pour le citoyen Lambda.

Pour tout ce petit monde, on n'accueille pas pendant deux ans et demi (et ensuite, de temps en temps, pendant les vacances) un môme de terroristes sans faire, plus ou moins, partie de la confrérie.

À quoi bon, donc, leur expliquer, en plus, que les luttes de libération nationale visant à instaurer un nouvel État, avec de nouveaux patrons et de nouveaux maîtres, ne sont pas vraiment la tasse de thé des anarchistes. Que le mythe d'une prétendue lutte armée opposant quelques frondes à des missiles Tomahawk confine, pour nous, au grotesque. Que l'assassinat à la petite semaine de quelques seconds couteaux, fussent-ils flics ou militaires, est pour les anarchistes une véritable insulte à la morale universelle et à l'intelligence politique. Et que, pour toutes ces raisons, il est tout simplement impensable que nous puissions fricoter avec certaines conceptions d'une révolte à laquelle, par ailleurs, nous ne contestons pas une certaine légitimité.



**suite de la page 5** Si on ajoute à cela que l'air du temps est à la criminalisation de tout comportement un tant soit peu « dissident », il est donc clair que nous avons le profil politico médiatique pour être mis au pilori.

C'est de bonne guerre. Sociale. Reste que le monde sera toujours divisé en deux.

Avec d'un côté ceux qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, ont accueilli les petits juifs et autres (les Israéliens les ont appelés « les justes »). Et, de l'autre, ceux qui ont organisé (ou participé à) la rafle du Vel' d'Hiv' et à la déportation de ces mêmes enfants.

Avec, d'un côté, ceux qui, chez nous, à l'île d'Oléron, ont organisé (ou participé à) en 1941 le renvoi chez les fascistes espagnols d'une cinquantaine d'enfants de républicains basques qui étaient venus, en bateau, après la défaite, se réfugier au pays de la révolution et des droits de l'homme. Et, de l'autre, de simples gens comme nous qui serons toujours terre d'asile pour tous les enfants du monde.

Dans ces conditions, on voudra bien nous pardonner, à défaut d'avoir choisi le chemin de l'honneur, d'avoir, du moins, refuser de prendre celui du déshonneur. « Être libre ou se reposer, disait déjà un poète antique. »

Telle a toujours été et sera toujours la question. Alors, oui, nous avons hébergé un « terroriste » de 3 ans. Nous lui avons appris à lire et à écrire. Nous lui avons même transmis nos valeurs de liberté, d'égalité, d'autogestion et d'entraide. Nous lui avons enseigné que les Charentais, comme les Basques, étaient avant tout des citoyens du monde. Et nous l'avons simplement aimé comme un petit bout d'être humain en mal de tellement de choses. Et nous persistons à n'avoir pas honte de tout cela. On t'embrasse fort, la petite grenouille.

Garde bien tes petites mains serrées sur ces petites pierres de rêve auxquelles tu t'accrochais quand tu avais le blues de papa-maman. Les histoires des grands n'empêcheront pas toujours que tu puisses vivre la tienne sereinement. Nous t'y aiderons de toutes nos forces et de tout notre cœur. On t'aime.

#### Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell

1. En septembre 2004, l'inspection académique de Rennes, sur demande de la police de l'air et des frontières, a envoyé aux directeur(trice)s d'école un courrier pour retrouver la présence d'un enfant, sans mentionner le motif de la recherche. Un directeur a répondu. Et c'est ainsi qu'un enfant de sans-papiers s'est retrouvé en centre de rétention. En octobre 2004, l'inspection académique de La Rochelle, sans davantage mentionner de motif, a carrément relayé un message de la police recherchant notre petit protégé. Et, là encore, il y a eu une réponse. D'où notre situation présente.

2. La chartre de Bonaventure commence par: Qu'ils soient le « fruit » du hasard, de l'habitude, de l'erreur, de l'ignorance ou de l'amour, les enfants ne choisissent jamais de vivre. Dans ces conditions...

Ce matin du mardi 30 novembre 2004, Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud ont été arrêtés par le SRPJ de Poitiers mandaté par la division nationale antiterroriste (DNAT) dans le cadre d'une enquête sur complicité dans une entreprise terroriste.

Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud militent depuis près de 30 ans à la Fédération anarchiste et animaient depuis des années le centre éducatif libertaire Bonaventure sur l'île d'Oléron. Dans le cadre de Bonaventure, puis à titre personnel, ils ont accueilli un enfant « sans papiers » de 3 ans aujourd'hui âgé de 8 ans. Ils assument parfaitement cet acte et ils le revendiquent dans le texte joint ci-dessous.

Ce jeune garçon s'est avéré être par la suite l'enfant de Mikel Albizu, dit Antza, et sa compagne Soledad Iparraguirre Genechea, alias Anboto, deux militants clandestins de l'ETA arrêtés le 3 octobre dernier.

Des perquisitions ont été ordonnées au domicile de Thyde et Jean-Marc ainsi que dans les locaux de Bonaventure. Au cours de la journée, Jean-Marc Raynaud a dû être hospitalisé. La garde à vue peut se prolonger jusqu'à 96 heures sans qu'aucune information sur la procédure judiciaire ni sur l'état physique et moral de nos deux camarades ne puisse nous parvenir.

La Fédération anarchiste apporte son soutien total à Thyde et à Jean-Marc ainsi qu'à leur famille et à leurs amis dans cette épreuve.

La Fédération anarchiste exige leur libération immédiate et l'arrêt de la procédure judiciaire.

La Fédération anarchiste s'inquiète de la criminalisation croissante de l'action politique et syndicale ainsi que des actes d'entraide envers les sans-papiers et toutes les victimes de cette société qui broie les individus.

La solidarité et l'entraide ne sont pas des crimes, mais une pratique et un devoir nécessaire et légitime entre les opprimé-e-s dans leurs luttes contre l'oppression et la domination.

**Fédération anarchiste, le 1<sup>er</sup> décembre 2004**

Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud, militants et enseignants de l'Éducation nationale comme de l'école libertaire « Bonaventure », ont été placés en garde à vue hier, mardi 30 novembre 2004.

La police les accuse d'avoir accueilli et hébergé entre 1998 et 2001, au sein de l'école Bonaventure puis à leur domicile, un enfant, 8 ans à ce jour, dont les parents ont été arrêtés le 3 octobre dernier.

Comme tous les enfants du monde, cet enfant ne peut pas, fort heureusement, répondre des activités de ses parents, militants très actifs au sein de l'organisation séparatiste basque ETA.

Pourtant, c'est au regard de cette irresponsabilité juridique de l'enfant, jamais tenu pour responsable de ses parents, que le couple Rosell et Raynaud vient d'être interpellé et gardé à vue.

À l'heure où nous écrivons, nous savons que Thyde Rosell ne sera pas libérée avant vendredi prochain. Quant à Jean-Marc Raynaud, victime d'un malaise cardiaque, il est sorti de l'hôpital, le médecin ayant jugé que son état de santé était de nouveau compatible avec la garde à vue. Cependant, la police refuse de communiquer des informations à son sujet. La CNT tient à apporter tout son soutien à Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud, victimes des lois liberticides de Sécurité intérieure (LSI), précédées de celles pour la Sécurité quotidienne (LSQ). Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, ces lois ont réduit de manière inquiétante les libertés individuelles. Elles attaquent tout aussi gravement les droits fondamentaux des enfants, inscrits jusque-là dans la loi française, mais pour combien de temps encore ?

En effet, Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell n'ont fait que leur devoir d'enseignants ; scolariser un enfant, indépendamment de la situation administrative et des activités de ses parents.

Enfin, la CNT s'inquiète des dérives sécuritaires qui poussent les personnels de l'Éducation nationale à collaborer avec la police, pour dévoiler l'identité des enfants qu'elle scolarise. Ces pratiques, qu'on pensait à jamais révolues, ne sont pas sans nous rappeler les périodes les plus sombres de l'état français, officiellement désavoué par les plus hautes autorités de la République.

La CNT appelle les enseignants à résister à ce genre de pratiques, qui portent gravement atteinte au droit des enfants.

Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud, nos camarades, doivent être libérés immédiatement.

**Confédération Nationale du Travail, Bureau Confédéral, le 1<sup>er</sup> décembre 2004**

# Le mouvement est solidaire

Les anarchistes Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell, de la Fédération anarchiste francophone, ont été arrêtés le mardi 30 novembre chez eux, sur l'île d'Oléron. Ils sont bien connus pour avoir porté et cofondé le projet de l'école libertaire « Bonaventure ». Les deux camarades ont été arrêtés pour avoir accueilli dans leur école, il y a cinq ans, un petit garçon de trois ans, sans avoir demandé à ses parents leurs papiers d'identité. Le garçon, qui a aujourd'hui huit ans, est également resté chez eux en vacances pendant quelques jours, récemment.

Une pratique humaine et pédagogique est donc apparemment transformée en crime, parce que les parents du garçon ont été arrêtés il y a de cela quelques semaines, accusés d'être des militants de l'ETA. Les camarades de « Bonaventure » ont rejeté toute implication dans des pratiques nationalistes, qu'ils considèrent en dehors de l'anarchisme, mais défendent le droit à enseigner à lire et à écrire, ainsi qu'à entretenir des relations affectives avec un « terroriste » de trois ans.

Sous le prétexte du terrorisme, ils terrorisent tous ceux qui n'ont pas de papiers en règle, et dont les enfants sont privés du droit fondamental à l'éducation scolaire. Sous le prétexte du terrorisme, ils essaient de terroriser tous les éducateurs libertaires, les détournant de leur expérimentation de nouvelles formes d'instruction, incompatibles avec les formes institutionnelles, par la menace de la prison. Sous le prétexte du terrorisme, ils essaient de terroriser tous les exploités, en ayant sans aucune honte recours à la violence. En France, en Italie et partout ailleurs, le prétexte du terrorisme est utilisé pour faire la guerre, dans chaque nation, aux opprimés, afin de les maintenir dans leur état d'oppression.

Nous pourrions arracher le masque de cette sempiternelle excuse du terrorisme, en restant fidèles à nos pratiques de liberté et d'entraide envers tous les exploités et tous les opprimés, par-delà les nations et les frontières.

**2 décembre 2004, Relations internationales de la Fédération anarchiste italienne**

Saint-Denis, le vendredi 3 décembre 2004

La criminalisation du mouvement social n'est pas seulement un slogan !

Les délinquants de la solidarité sont une fois encore visés !

Être éducateurs sans frontières cela peut exposer à être arrêtés...

Le conseil Fédéral des syndicats SUD Éducation, réuni le vendredi 3 décembre 2004, informé de la mise en garde vue de deux militants de la CNT et de l'ICEM-Pédagogie Freinet, s'indigne de ce procédé digne d'un autre temps et exprime son soutien et sa solidarité à ces deux enseignants.

Le mardi 30 novembre 2004, Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud ont été arrêtés par le SRPJ de Poitiers mandaté par la division nationale anti-terroriste (DNAT) dans le cadre d'une enquête sur complicité dans une entreprise terroriste.

Thyde Rosell et Jean-Marc Raynaud aimaient depuis des années le centre éducatif libertaire Bonaventure sur l'île d'Oléron.

Dans le cadre de Bonaventure, puis à titre personnel, ils ont accueilli un enfant « sans papiers » de 3 ans aujourd'hui âgé de 8 ans. Ce jeune garçon s'est avéré être par la suite l'enfant de Mikel Albizu, dit Antza, et sa compagne Soledad Iparraguirre Genechea, alias Anboto, deux militants clandestins de l'ETA arrêtés le 3 octobre dernier.

Ils assument entièrement leur acte dans une lettre que vous trouverez en annexe.

La solidarité et l'entraide ne sont pas des crimes, notre devoir d'éducateur est d'accueillir dans nos écoles tous les enfants sans avoir à se poser la question du statut de leurs parents.

NOUS SERONS ATTENTIFS AU DEVENIR DE CE DOSSIER ET DEMANDONS LA RELACHE IMMÉDIATE ET SANS POURSUITE DE THYDE ROSELL ET JEAN-MARC RAYNAUD.

**3 décembre 2004, Le conseil Fédéral des syndicats SUD Éducation**



# Un outil international

LE WEEK-END des 27 et 28 novembre derniers, à Londres, s'est tenu un CRIFA (Comité de relations de l'internationale des Fédérations anarchistes). Plusieurs sections étaient représentées : italienne, britannique, tchèque, slovaque, française, ainsi que la Fédération anarchiste biélorusse, qui n'est pas membre de l'IFA, mais qui était invitée. Il s'agissait de faire prendre forme aux décisions du congrès de l'IFA, qui s'est tenu à Besançon du 10 au 12 avril de cette année (voir le *Monde libertaire* n° 1355, 1357, 1358).

Les actions et initiatives internationales pour l'année 2005 commenceront le 19 mars, avec une journée d'action anti-guerres et antimilitariste. Le 20 mars sera le deuxième « anniversaire » du début de la guerre en Irak, et les anarchistes désirent manifester leur refus de toutes les guerres à cette occasion, aussi nombreux et unis que possible. Un magazine de l'IFA, nouveauté proposée par le congrès, sera également publié à la même période, avec une présentation de toutes les sections et celle de leurs luttes.

La présence de fédérations, comme celle de Biélorussie par exemple, est extrêmement positive pour la dynamique de l'IFA. Elle permet de mieux prendre conscience des problèmes rencontrés par les populations dans cette dictature, où le président Alexandre Lukashenka vient de faire passer un référendum fantôme pour se donner un 3<sup>e</sup> mandat, alors que la constitution n'en autorise que deux, et où l'on agresse et arrête des journalistes. Leur collaboration au travail de l'IFA nous a également donné des informations sur les initiatives enthousiastes des cultures et du mouvement alternatifs au sens large dans leur pays.

Pour l'IFA, l'enjeu majeur est la construction d'une collaboration internationale étroite entre ses sections et ses sympathisants, par la mise en place d'actions et de réflexions communes, de tournées de conférence comme cela va être fait par la FAI italienne en Slovaquie et République tchèque, etc. La section française a par exemple proposé une réflexion sur la décroissance, qui a permis d'échanger les vues des uns et des autres, sur un sujet qui nécessite toute notre attention.

L'IFA est donc un outil fondamental dans la construction d'un mouvement anarchiste d'ampleur, qui porte nos revendications à une échelle politique internationale. Gageons qu'elle saura agir lors des prochaines échéances internationales que seront la Marche Mondiale des Femmes et l'anti-G8 qui aura lieu en Écosse dans la deuxième moitié de 2005.

Julien

## Quand l'autruche éternue...

### Dehors

« La Polynésie n'est pas l'Ukraine. » Raoul, de l'UMP.

Mon copain Robert-du-bistrot, il est assez d'accord. Tant qu'à camper dehors, qu'il dit, vaut mieux être à Papeete qu'à Kiev. J'ai pas raison, qu'il dit ?

### Trempez-le dans l'huile

« La loyauté est mon honneur et c'est pour cela que je suis inoxydable. » Raffarin.

Ça, c'est ce que tu penses. Pour en être tout à fait certain, il faudrait, escargot, qu'on te trempe dans l'eau.

### Optimiste global

« Le seul élément qui puisse nous détourner du pessimisme global, c'est la poursuite de la construction européenne. » Jean Daniel, éditorial-triste.

Tu as le blues, camarade ? Tu hésites entre la pendaison et le coup de fusil dans la bouche ? Si tout te semble vain, inutile, voué à l'échec, pense à : l'Europe, pense à Bruxelles. Pense Parlement, Élargissement, Constitution et Référendum à Venir ! Sûrement tu trouveras là une raison d'espérer. Ou d'appuyer sur la détente.

### Opus Bercy

« Je ne suis pas un militant. Ma religion, c'est ma tradition. » Hervé Gaymard, ministre de l'Économie.

Pas un militant, le Gaymard ? Passons rapidement sur une déclaration qui, l'air de ne pas y toucher, raccroche le terme de religion à celui de tradition (tradition, traditionalisme, traditionaliste, Gaymard ?), et contentons-nous de rappeler que ce ministre-là, huit moutards au compteur, est marié à Clara Lejeune, fille du professeur Lejeune, le non-regretté chef de file des anti-IVG. Ces ordures auront désormais leurs entrées à Bercy lors de « rencontres informelles », sans que personne ne s'en émeuve. Amen.

### Fraise des bois

« A-t-on jamais caché un éléphant derrière une fraise des bois ? » Fabius.

De quoi nous faire regretter que la baston interne au PS n'ait pas duré jusqu'à janvier : vu la hauteur des arguments, sûrement que le père Noël aurait milité pour le oui, car, comme dirait Hollande, l'homme heureux n'a pas de chemise.

### Tournez manèges

« Je n'ai pas du tout l'intention de remonter sur mon cheval comme si rien ne s'était passé. » Juppé.

Les enfants sont priés de s'écarter du bord, et le petit Alain doit attendre la fin du tour pour regrimper sur les chevaux de bois. Le tour dure un an. C'est moins que dix.

### Le mot

« Il n'y a pas si longtemps, on évoquait avec respect le nom de son maître. Aujourd'hui, le mot n'est même plus utilisé. » Sarkozy.

Il n'y a pas si longtemps on évoquait un monde où l'émergence d'une entité de type sarkozyenne était une hypothèse totalement inenvisageable. Maintenant les rats sont de retour, ils sont arrogants, fiers, ils parlent de famille, de patrie, surtout de travail. De quel mot Sarkozy regrette-t-il qu'on ne fasse plus usage ? « Respect » ?

### Libre

« L'homme a besoin d'être utile, le travail rend utile ! » J.-M. Fougous, député UMP.

Et surtout, il rend libre.

Frédo Ladrisse

(sources : *Libération*, *le Nouvel Observateur*, *le Parisien*).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

# L'école en miettes !

## Commission sociale

Fédération anarchiste

**L**ES COUPS PORTÉS à l'école publique ne sont pas nouveaux (la loi d'orientation dite « Jospin » en 1989, pour ne remonter qu'à cette date, en renforçant notamment l'autonomie des établissements, lui avait déjà beaucoup fait de mal) mais ils prennent désormais, comme dans les autres secteurs publics, une vitesse et une ampleur quasi inimaginables.

Il faut dire que l'école publique en France, malgré toutes les dérives qu'elle a déjà subies, conserve encore quelques aspects inacceptables pour les tenants de l'Europe libérale et vaticane.

Durant l'été 2004, la loi de décentralisation, dite des « libertés locales », passée aux forceps à coup de 49.3, malgré la forte mobilisation des personnels depuis 2003, a décidé le transfert des 93 500 techniciens et ouvriers de l'Éducation nationale (TOS) aux collectivités territoriales (conseils généraux ou régionaux, selon le type d'établissement). Qui peut douter, qu'à court ou moyen terme, cela ne signifie la privatisation de tout ou partie des missions des TOS (restauration, entretien, etc.), une externalisation comme le disent pudiquement les présidents desdits conseils, de droite comme de gauche.

La même loi, dans son article 86, permet à « titre expérimental » (pendant cinq ans tout de même) de créer des établissements publics d'enseignement primaire gérés par des conseils d'administration, afin de donner la possibilité « aux communes qui le souhaitent d'exercer en commun les compétences en matière d'enseignement primaire ». Ceci, prétendument, pour faire face à « l'émiettement du tissu scolaire » (plus de 57 000 écoles dont 46 % ont quatre classes et moins).

Parallèlement, le rapport Thélot remis à Raffarin le 12 octobre pose, page 101, la question suivante en forme de sentence : « Le système éducatif peut-il encore garantir une offre éducative de qualité dans des écoles aussi dispersées, petites et peu organisées ? » À l'instar des autres services publics (La Poste, l'hôpital, la trésorerie, etc.), il est clair que des milliers de petites écoles sont ainsi menacées de disparition pure et simple avec les économies d'échelle que cela représente, notamment en matière de personnels.

Ce fameux rapport, issu du pseudo grand débat sur l'école, est d'ailleurs dans tous ses aspects d'une gravité considérable, et même s'il n'est repris qu'en partie (voir les quatorze propositions de Fillon) dans la future loi d'orientation prévue d'ici à l'été 2005, c'est

déjà une régression vertigineuse. Il n'est pas possible de détailler ici les 154 pages de ce rapport, mais les objectifs politiques ont le mérite d'être très clairement définis, page 21 par exemple : « Inscrire l'école dans la construction européenne » et offrir une « éducation tout au long de la vie », formule patronale très à la mode qui apparaît d'ailleurs une bonne vingtaine de fois dans le document. Cela correspond très précisément aux accords Medef-syndicats de 2003 sur la formation, ainsi qu'au projet de loi sur la cohésion sociale de Borloo.

Ensuite, le rapport décline, dans pratiquement tous ses aspects, les conséquences de cette orientation politique : accentuation de l'autonomie des établissements, allongement et dénaturation des obligations de service des enseignants, « stimulation des partenariats extérieurs » de toutes natures, réduction des savoirs des élèves (qui auront bien le temps ensuite, dans leur parcours professionnel, d'apprendre !). Ce discours, sur ce dernier thème d'ailleurs, n'est pas nouveau. Déjà, en décembre 1970, dans la revue *Patronat* (n° 311), on trouvait le credo suivant : « Nous avons beaucoup insisté pour que les enseignements de méthode aient le pas sur les enseignements de connaissance. Dans le monde évolutif qui est le nôtre, nous pensons que la chose essentielle est d'apprendre à apprendre. » Dans ces conditions, le « socle commun » de Fillon est effectivement bien suffisant pour les enfants des pauvres !

Qu'on ne se méprenne pas, le rapport Thélot n'est pas une « vue de l'esprit », un rapport de plus « qui ne passera jamais » comme certains naïfs ou menteurs voudraient le faire croire : c'est une menace très précise, très cohérente et très... immédiate.

Déjà, certaines orientations sont appliquées : nombre de titulaires sur zone de remplacement (TZR) voient leur statut et leurs qualifications bafoués tous les jours ; personne ne peut ignorer non plus les abus de pouvoir qui se multiplient de la part de certains chefs d'établissement, véritables petits patrons, ou des conseils d'administration qui, non contents de cogérer la pénurie, se prennent désormais aussi pour des employeurs et des donneurs d'ordre.

De même, les dernières circulaires ministérielles concernant le déroulement de carrière, l'évaluation des personnels TOS (contrat d'objectifs) et les mutations des enseignants indiquent une déréglementation galopante.





Les contrats emploi solidarité (CES) et les contrats emploi consolidé (CEC), ainsi que les milliers de contractuels licenciés lors de cette rentrée 2004, caractérisent aussi l'orientation de cette politique. La notion de « contractuels évitables », nouveau critère d'évaluation des performances gestionnaires de chaque recteur, est désormais l'une des références. C'est d'autant plus scandaleux que parallèlement le ministre prévoit de donner aux chefs d'établissement le pouvoir de réquisitionner des enseignants pour assurer les remplacements de courte durée, et cela sur la base de 72 heures/année payées en heures supplémentaires.

### Face à cela, que font les syndicats ?

Jacques Chêrèque, au nom de la confédération CFTD, a d'ores et déjà apporté son soutien au rapport Thélot. Qui peut s'en étonner ? Plus inquiétant, mais pas forcément plus surprenant finalement, le fait que, lors de la première table ronde du 2 novembre qui a suivi le dépôt officiel du rapport Thélot, c'est le SGEN-CFDT, par le biais de son secrétaire général, qui a fait la déclaration, au nom de l'intersyndicale « officielle » CFTD/FSU/UNSA/CGT/FAEN!

Chacun de ces protagonistes, d'ailleurs, a réclamé que ces réunions soient le plus « informelles » possible (pas de procès verbal, par exemple) de manière à cacher au maximum aux personnels les mauvais coups qui s'y préparent.

La confédération Force Ouvrière et ses syndicats d'éducation ont exprimé très clairement leur opposition absolue au rapport Thélot et SUD et la CNT (qui ne sont pas invités aux tables rondes) ont donc la lourde responsabilité d'empêcher cette manipulation programmée.

Pour cela, il n'y a aujourd'hui comme hier qu'une seule solution : contre les appareils, il faut informer précisément les personnels pour dissiper les rideaux de fumée savamment entretenus par Fillon, la plupart des médias et certains syndicats et mobiliser tous les personnels sur des bases et des revendications clairement définies. Au-delà même, il y a nécessité que tous les salariés soient associés à cette bagarre tant il est vrai que les personnels de l'éducation nationale ne peuvent pas s'en tirer tout seuls et que l'école est un enjeu majeur pour tous. **C. S.**

## Une imposture : le retour à l'école d'avant-hier...

Le rapport Thélot est paru, répondant davantage à une stratégie politique de diversion qu'à une véritable réflexion pour une prochaine loi d'orientation. Ne s'agit-il pas de focaliser la contestation sur des sujets corporatistes ?

Nous craignons fortement que pendant ce temps, la future loi d'orientation ou de programmation reprenne à son compte les recommandations réactionnaires des nostalgiques de l'école d'autrefois. Déjà, quelques déclarations, projets de circulaires, devançant la loi, nous font craindre une régression par rapport à la loi d'orientation de 1989.

La bonne vieille dictée et la morale, la restauration de l'autorité et le retour aux punitions collectives : l'école républicaine a davantage les yeux tournés vers la nostalgie d'un passé mythique que vers un avenir émancipateur. On voudrait nous faire croire à un « paradis perdu » de l'école et de l'éducation, vers lequel il suffirait de se retourner pour résoudre les questions qui se posent aujourd'hui. Ces nostalgiques ont un peu vite oublié qu'à la belle époque des encrriers, une moitié de chaque génération seulement accédait au Certificat d'études. Or les exigences sociétales et sociales ont profondément changé : il ne s'agit plus d'instruire les enfants du peuple pour la vie entière, sur le seul temps de « la primaire » afin de parvenir

à un emploi qualifié, mais de former des hommes et des femmes capables de se mobiliser dans des tâches de plus en plus complexes, et d'éduquer des citoyens impliqués et critiques ; tout cela dans un monde incertain et complexe.

Il est plus facile aujourd'hui de se plaindre des jeunes, de leur famille et de l'environnement socioculturel que de remettre en cause le système éducatif et d'admettre qu'il continue de reproduire les inégalités sociales tout en stigmatisant l'échec individuel.

Les jeux semblent faits sous la pression conjointe des projets libéraux et républicains, les premiers, au nom de l'efficacité économique et de la réduction des dépenses publiques, les seconds au nom de la restauration d'un ordre ancien. Cela se traduit par le retour aux disciplines fondamentales, par l'empilement de savoirs de base, par le recours aux punitions pour asseoir l'autorité, par le renforcement de l'individualisme et de la compétition...

Pour notre part, membres du mouvement pédagogique créé par Célestin Freinet, loin de ces lamentations passées et de toute école élitiste et ségrégationniste, nous préférons :

– Une école qui prenne en compte l'environnement de chaque enfant, de chaque jeune, de chaque adulte afin qu'il puisse, avec le temps dont il a

besoin, connaître et reconnaître sa propre culture et ainsi la relier à la culture universelle.

– Une école qui, à l'inverse de la transmission uniforme des savoirs, développe des situations permettant l'appropriation des connaissances dans une démarche naturelle d'apprentissage privilégiant la création, l'expression et le tâtonnement expérimental.

– Une école qui développe la parole libre et créatrice, construite et argumentée dans un espace coopératif où l'hétérogénéité trouve naturellement sa place.

– Une école polytechnique pour tous, laïque et populaire, émancipatrice et coopérative qui permette aux enfants et aux jeunes de se construire et de conquérir des outils pour appréhender la complexité du monde d'aujourd'hui et ainsi agir sur lui...

Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans cette école, à s'associer et se rassembler dans un front de l'éducation populaire.

Novembre 2004

ICEM, pédagogie Freinet  
18, rue Sarrazin, 44000 Nantes  
Tél. : 02 40 89 47 50  
Fax : 02 40 47 16 91  
Courriel : secretariat@icem-freinet.org  
Site : <http://www.icem-freinet.info>

# Répressions des Classes dangereuses



Jacques Langlois

**E**N FRANCE, on glose sur le Patriot Act des États-Unis, celui qui a été édicté après le 11 septembre 2001 et qui a sérieusement torpillé les libertés fondamentales des Américains. Est-on vraiment mieux placé? Ce qui suit montrera que les récentes lois Perben contiennent un recul analogue. La différence est que le gouvernement Bush est beaucoup moins hypocrite que Chirac 1<sup>er</sup> régnant et organisant la casse généralisée, mais morceau par morceau et domaine après domaine, des droits antérieurs des citoyens.

Ce qui frappe, en France, c'est l'opposition entre le discours (sécurité pour protéger les libertés, cohésion sociale, modernisation du droit du travail, etc.) et la pratique: répression et culpabilisation généralisées, promotion des inégalités, des exclusions et de la pauvreté, destruction des acquis sociaux, des protections et de la solidarité. Cet hyperlibéralisme inavoué, mais conscient et voulu, fait le lit de l'extrême droite qui ne ferait pas mieux mais le ferait plus franchement. Ici, nous allons nous concentrer sur le volet répressif dont la ligne générale est de transformer tout le monde en coupable potentiel. Ceci est déjà

montré par le maintien des pénalités pour usage de cannabis, tout en étant plus coulant pour les usages individuels peu sanctionnés: le rôle de la loi est bel et bien de faire peser une menace, d'engendrer la culpabilité et... de fichier tout le monde.

Dans un premier temps, nous fûmes gratifiés de la loi Perben 1 (loi sur la sécurité quotidienne), directement inspirée par la police sarkozienne, conférant ainsi à la police le rôle de faire les lois:

- Pénalisation, assistée de très fortes peines et amendes, de l'aide apportée aux personnes en situation irrégulière (généralement immigrants clandestins), notamment en ce qui concerne l'hébergement et le mariage blanc. Dans le même temps M. Sarkozy (phage) fermait Sangatte et réorganisait la rétention administrative.

- Correctionnalisation (c'est-à-dire passage au pénal des actes valant moins de 5 ans de taule) du racolage passif et de l'achat de services sexuels par les clients désormais poursuivis, avec comme première victime (qui s'en est bien tiré, merci) M. Ambiel, homme lige de M. Raffarin.



- Instauration du délit d'injure à représentant de l'autorité publique (juges, policiers, enseignants, ministres, etc.). Ainsi un quidam ayant craché sur la voiture de M. Sarkozy, parce qu'il ne respectait pas les limitations de vitesse en ville, a écoupé d'un mois de prison. Évidemment, quand la crédibilité et la légitimité des autorités diminuent, il est plus facile de frapper ceux qui ne les respectent plus, et cela avec raison, que d'agir pour qu'elles redeviennent respectables. Quel respect peut-on nourrir pour une justice qui a conduit au procès d'Outreau, à vingt ans de retard dans le procès Émile Louis, à l'impossibilité de convoquer M. Chirac devant un tribunal (même en Italie, M. Berlusconi vient d'être poursuivi pour corruption de juges), pour une législation dont les peines sont si légères envers les délits financiers (n'est-ce pas M. Juppé?) et si lourdes pour les voleurs à la tire? Bravant le ridicule, un « proc » a fait juger une syndicaliste parce qu'elle aurait cassé les oreilles des policiers avec un porte-voix lors d'une manif!

- Interdiction de la mendicité agressive (quels sont les critères de ladite? ou faut-il entendre que la qualification des faits appartient aux prétendues forces de l'ordre?). Pénalisation des rassemblements dans les halls d'immeuble: très récemment des jeunes viennent d'être poursuivis pour un rassemblement en dehors de l'immeuble, dans la rue et pas dans le hall. Cela veut dire que ce qui compte c'est l'interprétation de la loi, comme on le sait. Or il suffit à la Chancellerie de donner des directives interprétatives allant au-delà du texte formel ou de nommer des juges de plus en plus répressifs ou de ne récompenser que les plus répressifs (ce qui est le sens caché des primes au mérite).

- Récréation des centres de redressement, de sinistre mémoire, sous le joli qualificatif de centres éducatifs fermés.

- Création du fichier des empreintes génétiques, censé être établi pour les voleurs, les pédophiles, les trafiquants de drogue, les bandits de grand chemin. Parmi les premières victimes, on trouve M. Hoareau, animateur du collectif de chômeurs de Marseille et pris pour cible policière lors d'une manifestation de chômeurs. À quand le fichage des syndicalistes et des meneurs de grèves?

- Création de juges de proximité sans doute recrutés suivant leur promiscuité avec le pouvoir.

Parallèlement, les prisons sont de plus en plus surpeuplées. En juin 2004, on avait 62 000 détenus pour 49 000 places. Heureusement, les mesures de grâce présidentielle du 14 juillet ont permis d'élargir 7 000 prisonniers. Cette inflation aggrave les conditions de détention (moins de parloirs, moins de douches, moins de récréations, etc.), lesquelles ont été trouvées indignes par le Comité antitorture du Conseil de l'Europe et par nombre de députés français.

Cette surpopulation est liée au fait qu'il y

a eu une importante diminution des mises en liberté provisoire, des mesures de sursis avec mise à l'épreuve, des peines de substitution. Le fameux bracelet électronique de surveillance à distance des déplacements est toujours dans les limbes. Cela est en partie dû à quelques affaires super médiatisées et sensationnelles de crimes commis par des libérés, mais surtout à la volonté répressive accrue des tribunaux dûment chapitrés par la Chancellerie.

Au passage, on observera que les populations beur et immigrées sont très surreprésentées dans la population carcérale. On insistera aussi sur le caractère de plus en plus automatique des sanctions, par exemple avec le doublement systématique des peines en cas de récidive ou avec l'irruption des radars routiers: on paye d'abord avant même de pouvoir plaider, ce qui, évidemment, laisse beaucoup de possibilités de défense aux plus riches.

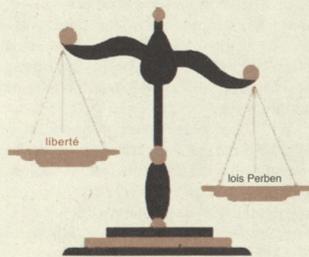
L'exemple des radars est une bonne illustration de la volonté de réprimer. En effet, ils sont posés dans des endroits peu risqués et où les limitations de vitesse sont systématiquement abaissées pour pouvoir piéger quel que soit le vrai danger. Du coup les automobilistes sont incités à outrepasser les vitesses autorisées (pour le plus grand bien des finances publiques; et on prévoit 300 millions d'euros de recettes en 2005) car celles qui assureraient la sécurité sont scandaleusement sous-estimées. Le tout avec un effet pervers: ceux qui savent conduire ne peuvent pas respecter les dites vitesses, et ceux qui apprennent à conduire et les observent ne sauront jamais conduire. Il y a même eu un projet de sucrer les allocations familiales aux parents d'enfants faisant l'école buissonnière ou délinquants.

Mais « le siècle progressif », disait Stendhal. En mars 2004, nous avons été gratifiés des lois Perben 2. L'exopthalmique Perben a fait les gros yeux:

- Pénalisation correctionnelle des délits routiers (gros excès de vitesse et alcoolémie au volant, etc.) avec doublement des peines, fouille au corps, garde à vue. Le but est de culpabiliser et d'humilier comme le faisaient si bien les SS et les kapos.

- Introduction de la notion de groupes organisés (ou bandes), si floue que le Conseil constitutionnel a été forcé de donner des précisions, ce qui là encore permet de doubler les peines encourues.

- Droit pour la police de procéder à des perquisitions, des écoutes, des placements de micro, de vidéos à tout moment (suppression des heures légales) en cas de bandes organisées. Et cela sans prévenir et sur simple autorisation du parquet et en dehors de la présence de l'intéressé. C'est la police qui apprécie l'existence de la bande... Il était même prévu qu'en cas d'erreur de procédure (s'il n'y avait pas de bande...) le prévenu ne pouvait la faire annuler. Ce fut trop gros pour le Conseil constitutionnel qui annula l'annulation.



Mais retenons l'intention de Perben et C<sup>o</sup> : donner tous les pouvoirs à la police et la rendre irresponsable de ses agissements. La police a désormais le droit, cependant, de monter des provocations; ce qui était interdit jusqu'à présent. Toujours dans le cas des bandes organisées, mais en sachant que c'est la police qui qualifie la chose, la garde à vue est portée à 96 heures, et la présence d'un avocat ne peut survenir qu'après la 48<sup>e</sup> heure. Comme cela le prévenu sera suffisamment mûr et même blet.

— Institutionnalisation des repentis qui peuvent dénoncer leurs ex-copains moyennant remise de peine, absolution, protection policière et même changement d'identité; apparition d'un statut d'indicateur rémunéré par la police (sans aller jusqu'aux cotisations sociales et au CDI). On ne pourra révéler le nom de l'indic au prévenu ni à quiconque, ce qui interdit tout face à face entre le dénoncé et le délateur. Même le régime de Vichy n'avait pas installé la délation en principe de gouvernement... Et toute personne est désormais obligée de dénoncer les actes délictueux dont elle aurait connaissance...

— Mise en place du plaider coupable, c'est-à-dire d'une justice transactionnelle à l'instar des États-Unis. Le procureur négocie avec le prévenu dans le cas des pénalités ressortissant à la correctionnelle (moins de cinq ans de prison) en présence d'un avocat réduit à faire de la présence. En cas d'accord, celui-ci n'est qu'avalisé par le juge d'instruction. Cette innovation torpille le vieux droit français de l'audience publique et du débat contradictoire. Évidemment, les riches et les puissants pourront mieux s'accorder avec le procureur et, surtout, éviter toute publicité à l'extérieur.

— Officialisation du droit de la chancellerie de donner des directives aux parquets. Le garde des Sceaux peut leur surruler les réquisitions souhaitables par le pouvoir. Et, en outre, M. Chirac a nommé un copain à la présidence du Conseil de la magistrature, de même qu'il garde (des sots) la haute main sur les promotions de hauts magistrats.

Mais il n'y a pas que des mauvaises nouvelles. Les bons justiciables ont eu droit à quelques faveurs. Le délai de prescription pour les abus et recels de biens sociaux a été révisé. Il partira de la date des faits et non de celle de leur découverte, ce qui, compte tenu des difficultés de l'administration de la preuve en cette occurrence, conduit à ne plus sévir. Pour mieux assurer la tranquillité des prévaricateurs, on veillera à ne pas augmenter les moyens des maigres cellules financières de la justice, celle qui ne mérite pas un J majuscule. Par ailleurs, les édiles ne sont plus responsables des accidents survenus sur leur territoire. On ne saurait plus poursuivre un maire pour l'effondrement, causant la mort d'un enfant, d'un portique de gymnase...

Rappelons que la France est déjà le pays le plus policier d'Europe (CRS, gendarmes, polices nationale et municipales, brigades spé-

ciales). À quoi il faut ajouter l'armée désormais professionnelle, et dont les 120 000 personnes peuvent opportunément être mobilisées contre le peuple en révolte, comme on l'a vu avec l'escapade gaullienne à Baden Baden en 1968.

Ne faut-il pas monter en épingle la sécurité pour faire peur au populo et l'amener à bien veauter? Mais toute la messe n'est pas dite. Dans sa stratégie des rondelles de salami et des petits pas, le pouvoir conserve des cartes en réserve. Il lui arrive même de les annoncer afin de tester les réactions et d'attendre des jours meilleurs si elles sont négatives. Ainsi a-t-on testé l'obligation pour les travailleurs sociaux de dénoncer leurs ouailles suspects.

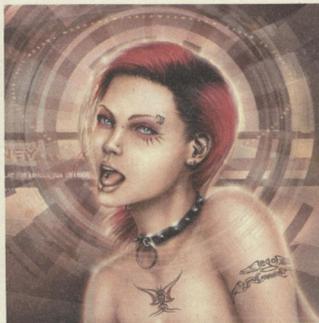
Un certain Ruffin a pondu un rapport pour pénaliser les actes anti (homos, sémites, sexistes, etc.). Dans le cas de l'antisémitisme, on y voit le délicieux syllogisme suivant: tu critiques le gouvernement Sharon, donc tu mets en cause l'État israélien, donc tu es antisémite, donc tu es un antisémite. Le but est évidemment d'empêcher toute expression libre en la faisant suspecter et en faisant peser sur elle des sanctions pénales. Tout le monde devra soupeser ses mots pour éviter de trébucher et s'autocensurer. Avec cela, Dieuonné serait déjà en taule, même si on ne partage pas ses idées. Or, « sans la liberté de blâmer, il n'y a point d'éloge flatteur ».

Des primes discrétionnaires ont été mises en place pour récompenser les magistrats vertueux (obéissants et serviles, peut-être?). Le juge d'instruction d'Outreau y a eu droit, ce qui se passe de commentaires.

Dans cet océan de manœuvres judiciaires et policières, parfois l'air pur nous vient d'ailleurs. Ainsi, la Cour européenne des droits de l'homme vient de juger que le droit italien de la contumace, qui interdit de rejurer un contumax, était illégitime, et a donc condamné une extradition. C'est dans le même cas que se trouve Cesare Battisti, alors que la Cour de cassation française avait avalisé son extradition en Italie. M. Perben s'étant empressé de signer un arrêté d'extradition, Battisti a saisi le Conseil d'État. Celui-ci appliquera-t-il la position de la Cour européenne à défaut de juger en équité? On verra si notre pays est devenu une république bananière à cette occasion.

En conclusion, risquons une équation: plus la société libérale devient sauvage en économie et dans les rapports sociaux, plus elle augmente la compétition et suscite l'envie des déshérités que justement elle invite à la consommation ostentatoire en leur en refusant les moyens, plus elle répudie la solidarité au profit de la responsabilité individuelle plus la répression et la culpabilisation augmentent. Les « classes dangereuses » refont surface et plutôt que d'analyser et corriger les causes profondes du problème, le pouvoir se contente de judiciariser et de pénaliser. Jamais notre oligarchie représentative n'aura autant mérité le qualificatif de démocratie formelle.

J. L.



# Sicilia libertaria

Journal anarchiste pour la libération sociale et l'internationalisme

**AVEC PLUS DE 200 NUMÉROS** et un tirage de 1 100 exemplaires, Sicilia libertaria s'enracine définitivement dans la presse anarchiste italienne. Le premier numéro de Sicilia libertaria est publié en janvier 1977 à Turin.

Ce premier numéro, imprimé à la ronéo, remplace le bulletin *Internationalismo*, qui en était à son huitième numéro et qui diffusait surtout des informations sur le mouvement anarchiste international. Pour la sortie du deuxième numéro, le groupe de Raguse (Sicile), qui faisait le journal, décide de l'imprimer dans une imprimerie en Sicile.

Le journal est trimestriel. Les articles touchent à différents thèmes. Une attention particulière est portée à la thématique méridionaliste et indépendantiste, mais sont aussi développées des analyses sur la répression, l'État fort, la lutte armée, l'agriculture, la langue, la libération des femmes, le nucléaire, l'histoire du mouvement anarchiste en Sicile. Un espace est laissé à la publication de poésies et une page est consacrée aux événements locaux.

En 1981, le journal connaît une deuxième période. Le gouvernement italien décide d'installer en Sicile, à Comiso, des euro-missiles. Les anarchistes sont les premiers à organiser une opposition à cette décision. Le journal suit la lutte et devient presque une monographie de l'antimilitarisme anarchiste en action.

Avec une scission entre le groupe de Raguse et certains compagnons de Catagne, qui imprimaient le journal, celui-ci est à nouveau imprimé à Turin.

La présentation du journal perd de sa qualité. De 1982 à 1986, Sicilia libertaria est moins facile à lire, moins beau, mais il ne perd pas son caractère vivant, frais, militant qui lui permet de conquérir toujours plus de lecteurs, d'autant plus qu'il devient bimensuel. Pendant

la lutte contre l'installation des missiles à Comiso, tous les deux mois, le journal est porté en Sicile et distribué à centaines d'exemplaires gratuitement dans les boîtes à lettres, dans les lieux où se tiennent les meetings, devant les écoles.

Après 1983, avec l'installation des missiles, la lutte continue pour la fermeture de la base militaire, et le journal ouvre le débat sur l'annistie (thème tabou encore aujourd'hui). Une nouvelle rubrique apparaît : « Senza Capistru » (Sans fardeau), une page féministe qui sortira jusqu'en 1988, qui comportait des analyses sur l'anarcho-féminisme et des informations sur les luttes et les campagnes féministes. Autres thèmes développés : l'anticléricalisme, l'industrialisation, la culture et, toujours plus présente, la rubrique historique.

Après les dix-neuf numéros imprimés à Turin de 1983 à 1986, la phase Comiso pouvait être considérée comme finie. La crédibilité du journal était devenue plus grande et, avec les luttes contre les missiles, il s'était enraciné au sein des secteurs pacifistes, antimilitaristes, communistes dissidents et sicilianistes.

Avec le numéro 41, le journal atteint sa dixième année de publication et, en février 1987, il devient mensuel. Il est imprimé à Modica (Sicile), dans une imprimerie avec laquelle débute une fraternelle collaboration qui dure encore aujourd'hui, après quatorze ans et 160 numéros.

Le groupe de rédaction est devenu plus conséquent. L'espace donné à l'anticléricalisme, qui touche d'autres secteurs du mouvement anarchiste avec la création de l'association pour se débattiser, est plus important.

L'antimilitarisme est toujours présent, avec le soutien à la lutte des insoumis totaux et celle contre l'installation des F16 en Calabre. Les chroniques locales et les analyses sur les luttes menées en Sicile sont renforcées, ainsi que la rubrique historique. Les nouvelles du mouvement international et les débats comme celui sur la présumée fin de la révolution, qui dura un an, trouvent leur place dans le journal. Cette nouvelle phase éloigne un peu plus Sicilia libertaria des préoccupations locales et permet au journal d'être diffusé plus largement hors de la Sicile (50 % de ses abonnés). Avec le numéro 100, le journal passe à six pages et change de format.

Ces années-là sont prolifiques

pour les publications libertaires. Des journaux fleurissent dans différentes régions (Toscane, Émilie, Frioul, Calabre, Lazio, Campagne, Lombardie, etc.) et sont le signe de la vitalité du mouvement libertaire.

Sicilia libertaria change également son sous-titre qui, de journal anarchiste devient journal anarchiste pour la libération sociale et l'internationalisme, ceci pour éviter toute confusion avec la Ligue et les groupes qui étaient porteurs de fermeture ethnique, de micro-stalinisme et d'opposition régionale.

En 1994, Sicilia libertaria prend sa forme actuelle. Le journal se veut plus attrayant et plus facile à lire. La rédaction agit sur deux axes : l'un local, l'autre global, en faisant attention à ne pas s'enfermer dans le localisme et à ne pas se disperser dans le généralisme.

On trouve dans le journal des débats (par exemple sur l'antispécisme), de la contre-information (par exemple sur les sectes; ce qui lui a valu une mise en examen après une plainte du parti humaniste), des articles sur l'environnement (Etna, décharges, etc.), l'antimilitarisme (qui a pris encore de l'ampleur avec la guerre en Irak). Les pages sur l'international, le local et l'activité du mouvement sont toujours présentes.

Sicilia libertaria développe la question de l'immigration par des chroniques et des analyses, par la stimulation à la lutte et son soutien. Avec cette lutte est né un mouvement nouveau et jeune qui a donné vie à la coordination contre le crime global et au forum social sicilien.

La campagne contre le jubilé et l'anticléricalisme sont deux thèmes importants du journal. La critique sociale, les articles sur le travail, la précarité, le syndicalisme de base, etc. sont toujours présents et sont souvent liés au travail syndical des compagnons ou aux situations de luttes. Le développement du Sud n'est jamais oublié ni les dangers de l'industrialisation et les dégâts liés à la politique des grandes infrastructures (construction d'un pont entre la Sicile et la Calabre).

Sicilia libertaria est un journal qui condense informations et analyses sur des problèmes locaux, des mouvements, culturels et internationaux. C'est le journal à la vie la plus longue des publications anarchistes siciliennes.

Secrétariat aux relations internationales  
Fédération anarchiste

Contact : Sicilia libertaria, Via Galileo Galilei 45,  
97100 Ragusa

Courriel : [si\\_lib@hotmail.com](mailto:si_lib@hotmail.com)

## SICILIA LIBERTARIA

Giornale anarchico per la liberazione sociale e l'internazionalismo

Numero unico a 10 pagine  
Anno 10 - Numero 100 - 1994  
Distribuzione gratuita per corrispondenza  
Distribuzione abbonamenti  
Distribuzione abbonamenti  
Distribuzione abbonamenti

### Editoriale L'arte della tosatura

Il numero 100 di Sicilia libertaria è dedicato all'arte della tosatura. Un'arte che ha visto nascere una cultura di resistenza e di libertà. Un'arte che ha visto nascere una cultura di resistenza e di libertà. Un'arte che ha visto nascere una cultura di resistenza e di libertà.

### Presidenziali USA. L'impercettibile differenza fra Bush e Kerry Risultati elettorali



SCHIACCIARE  
Gelo zappale  
della minuzica  
Il numero 100 di Sicilia libertaria è dedicato all'arte della tosatura. Un'arte che ha visto nascere una cultura di resistenza e di libertà. Un'arte che ha visto nascere una cultura di resistenza e di libertà. Un'arte che ha visto nascere una cultura di resistenza e di libertà.

# Gare.s au travail !



Dr Martius

**L**A DERNIÈRE SEMAINE pour les transports gratuits organisée par le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), du 21 au 26 septembre 2004, a intégré réflexions et actions sur l'espace public confisqué par les exploitants de transport pour le livrer aux intérêts mercantiles, et sur les attitudes et/ou les espaces de solidarité à (re)construire entre salariés et usagers si l'on veut résister utilement, voire reprendre l'initiative.

L'état des lieux, régulièrement dénoncé dans ces colonnes, est à l'image de la brutalité idéologique du capitalisme. C'est la marchandisation systématique des espaces avec des commerces structurant tout aménagement, et une publicité omniprésente dont la technique du pelliculage permet désormais de phagocytter au sens propre les véhicules eux-mêmes (telles les victimes de l'araignée géante du capitalisme).

C'est aussi une grande agressivité des annonces sonores ou écrites appelant à la défiance de l'autre et au contrôle de toutes et tous : « Attention aux pickpockets », « Tout bagage suspect sera détruit », « Le fraudeur est un délinquant qui vole votre tranquillité », « Ne vous arrêtez pas, circulez ! », « Présentez votre ticket », sans compter le stress des bruits incessants de composteurs, barillettes et portes diverses conçues pour toujours s'ouvrir avec peine mais se refermer vite et brutalement sur l'usager calibré physiquement et psychologiquement. C'est encore un espace complètement déshumanisé où rien n'est fait, ne serait-ce que pour attendre (les fameux bancs dont la SNCF prétend que ce sont les fraudeurs et fraudeuses qui les mangent, et que la RATP met un zèle à transformer en instrument de torture physique), où un aménagement n'est considéré qu'en relation avec l'acte de consommer, et où cette détresse générale est mise sous vidéo surveillance généralisée.

Pour dépasser ce constat et orienter concrètement nos luttes en la matière, nous

devons réfléchir à quels espaces publics nous voudrions à la place. Les gares de chemin de fer (tout particulièrement les petites et moyennes) peuvent ici offrir un premier exercice, tant leur évolution est exemplaire de notre analyse.

À l'origine, les gares étaient occupées par les locaux des services faisant fonctionner la gare, les espaces accessibles aux voyageurs étant conçus pour l'attente, individuelle (bancs, abris-quais, pissotières, etc.) ou collective (lieux des « vices » traditionnellement liés à un échange social : buffet de gare, tabac, presse). Même le plus humble des passages à niveau était aussi l'habitation de son ou sa gardienne. Banalement pour l'époque, les gares faisaient donc se juxtaposer l'espace de service des usagers et celui de travail (voire de vie) des salariés, entretenant la possibilité de solidarités simples et immédiates. Un exemple cité par un copain cheminot lors d'un débat du RATP est celui de l'usager qui se blesse et qui est soigné à l'infirmerie du personnel de la gare.

Au fur et à mesure, les espaces de travail – et donc les salariés qui les animent – ont été rejetés aux limites, voire hors de la gare, sans pour autant être remplacés par plus de service pour l'usager. La gare n'a plus été « habitée » que par la fonction guichet (elle-même réduite le plus possible aux seuls automates) et la fonction contrôle (également réduite aux seuls composteurs). Tout le reste a été confisqué pour des espaces commerciaux, dont l'expression la plus pauvre mais la plus marquante, dans les petites gares, est le distributeur automatique de friandises et de boissons au néon tremblotant. Les rares salariés encore montrés aux usagers sont les agents de nettoyage ou de gardiennage (activités d'ailleurs offertes en sous-traitance aux appétits des négriers qui sévissent dans ces secteurs), et quelquefois un ou une « agent d'escalier » (comme dit aujourd'hui la SNCF) avec un talkie-walkie, traversant un passage planchéié, lâbas au bout de la voie 2 côté Paris...

Dr Martius milite au groupe Louise-Michel de la FA et au collectif RATP

Pour reprendre l'exemple de tout à l'heure, toute blessure d'un usager dans ces nouvelles gares, exige aujourd'hui d'appeler les pompiers ou le SAMU local.

Une fois ces espaces rendus stériles au lien social, les seules réponses, servies avec morgue par ceux-là même qui avaient pensé ou cautionné cette évolution, furent d'accroître encore le mouvement. Soit ce fut la farce de la « ré-humanisation » des espaces avec force commerces et vigiles supplémentaires, dont le seul mérite est de montrer à ceux qui veulent encore l'ignorer le lien entre logique policière d'État et logique mercantile du capital. Soit ce fut carrément la fermeture des gares les plus désertées, décidément inaptes à l'acte de consommation. Cette évolution illustre une fois de plus le contraire du discours idéologique de nos tyrans : c'est bien l'éloignement des salariés et la soumission aux seuls intérêts mercantiles qui engendrent déshumanisation et perte de la valeur d'utilité sociale.

Cette évolution du rapport au travail, que l'on éloigne et que l'on isole du reste, n'est bien évidemment pas spécifique aux espaces des services publics de transport. Il ne s'agit pas non plus d'idéaliser le passé ni ces espaces entièrement structurés autour du l'usine, emblématiques de l'aliénation des populations ouvrières (et dont une veine toujours vivace du cinéma anglais, des *Virtuoseaux Navigators*, montre des exemples poignants). Il faut aussi reconnaître qu'une certaine conception de l'action syndicale a estimé que la défense du service public était tout entière contenue dans la défense du statut public ou parapublic des salariés. Sans vraiment se soucier d'associer les usagers à la définition et à l'organisation du service public – y compris en proposant une appropriation commune de l'espace des transports –, cette conception a contribué à la ségrégation des usagers d'avec les salariés.



Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, au pied du mur, le souvenir des espaces anciens peut nourrir nos imaginaires pour aller au-delà et nous aider à repenser des espaces de transport où pourraient s'exprimer la solidarité entre usagers et salariés.

Dans cette réflexion sur des espaces solidaires et utiles, on peut bien sûr penser à tout ce qui va permettre un vrai droit d'accès de toutes et tous à la mobilité, en privilégiant l'accueil de tous les services associatifs par exemple de transport des handicapés moteur, ou de mise à disposition et/ou réparation de vélos, ou de vélos taxis, ou de tout projet proposant un prolongement du transport collectif sur un mode socialisé et compatible avec les exigences de décroissance.

Le cas des associations d'aide aux sans-abri peut s'avérer plus « pervers ». Elles ont en effet pour mérite d'apporter une aide immédiate à la survie. Mais la logique de nos tyrans conduit souvent à les instrumentaliser dans une gestion collaborative de la misère engendrée par l'immoralité du capitalisme libéral.

Ce fut le cas à la SNCF avec sa mission Solidarité, récemment transformée en Observatoire (sic) de la solidarité (organisme paritaire, histoire d'associer les syndicats à l'observation de la misère). Tout dépendrait donc de l'autonomie du projet associatif et des perspectives construites au-delà de l'aide immédiate.

Par ailleurs, et puisqu'il s'agit aussi pour nous de penser et de construire des outils d'autogestion, les gares ont vocation à accueillir toutes les structures porteuses de projets directement liés à la définition de la consistance et de l'organisation du service public local ou national.

Mais, surtout, en même temps que de vouloir faire entrer la cité dans la gare, il nous faut militer pour y faire ré-entrer les espaces de travail qui la font fonctionner, sans chercher à les cacher. C'est en effet de la convergence entre l'accomplissement de leur travail

#### Pour réfléchir :

– Brochure Textes sur la gratuité du collectif Fraude de mieux (Ed. Reflex, 2000).

– Brochure Zéro Euro, zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous (Ed. du Monde libertaire-Alternative libertaire, 2002).

– Article « Retour sur les transports gratuits et autogérés », le Monde libertaire, n° 1350, du 11 au 17 mars 2004.

– Article « Transports gratuits vite », le Monde libertaire, n° 1367 du 16 au 22 septembre 2004.

– 4-pages irrégulier, Lignes gratuites, du collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants) trois numéros déjà parus.

#### Pour agir (en Ile-de-France) :

Réseau pour l'abolition des transports payants, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Courriel : [gratuit@samizdat.net](mailto:gratuit@samizdat.net)

Site : <http://ratp.samizdat.net>

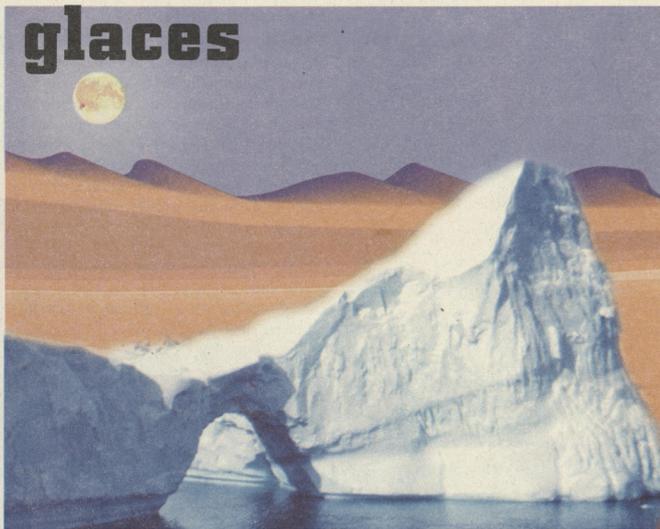
par les salariés et la mise en œuvre de projets associatifs pensés en fonction de l'utilité sociale par leurs militants, que naîtront probablement de nouvelles évidences sur un service public de transport socialisé avec de nouvelles missions exercées différemment.

« Quel rapport avec les transports gratuits ? » demanderont certains. Tout simplement celui-ci : la revendication des transports gratuits n'est pas pour nous un aboutissement, mais un point de départ qui, en rompant avec la logique marchande capitaliste, doit créer les conditions d'un autogestion tournée vers les vrais besoins définis collectivement. Cette lutte doit donc aussi porter une réflexion et des actions pour penser et organiser différemment les espaces de ces transports publics, et toute action militante en ce sens serait parfaitement cohérente dans cette perspective.

Alors, compagnes et compagnons, notamment des petites et moyennes agglomérations où peut-être la triste évolution des gares rappelée ici n'a pas encore complètement abouti, n'hésitons pas à imaginer, promouvoir, organiser tout projet consistant à réinvestir collectivement les espaces des gares, en convergence entre salariés et usagers. Il nous semble qu'il y a là un terrain de solidarité immédiate et aisée entre une action militante associative et une action militante syndicale. Même à titre individuel : cheminots (et autres salariés des transports), accueillons les usagers dans nos espaces de travail ; usagers, allons vers les salariés pour manifester notre solidarité.

C'est ensemble que nous devons construire les conditions de la dé-marchandisation et de la ré-humanisation des espaces de transports publics, bref de leur socialisation. D. M.

# Fonte des glaces



**Une catastrophe irrémédiable pour les uns,  
une manne financière pour les autres**

**Patrick Schindler**

**L** LE COMITÉ D'ÉVALUATION du réchauffement climatique de l'Arctique (CERCA) a rendu un verdict sans appel, début novembre 2004, à la conférence scientifique de Reykjavik. En effet, selon une étude démarrée en 2000 et menée par 300 chercheurs internationaux, les changements climatiques, dont certains sont déjà en cours, devraient très vite s'accélérer au cours des années à venir.

En Arctique, le réchauffement a été deux fois plus important que n'importe où ailleurs sur la planète, et cette partie du globe connaîtra, d'ici à 2100, une hausse moyenne des températures de 4 à 7 degrés, avec pour effet immédiat la réduction de moitié de la surface totale de la banquise. La fonte d'une partie de la calotte glaciaire entraînera la disparition de plusieurs espèces dépendantes, comme l'ours polaire ou des millions d'oiseaux migrateurs, directement menacés par l'expansion des forêts vers le nord, au détriment de la toundra, et les mettant en concurrence avec de nouvelles espèces venues du sud.

Les 4 millions d'humains habitant cette région ne seront pas épargnés, privés de ressources et contraints à changer radicalement de mode de vie. Pour le reste du monde, les conséquences ne sont pas plus optimistes,

puisque la fonte des glaciers entraînera une hausse du niveau des mers, tandis que l'apport d'eau fraîche dans les océans altérera la circulation des courants marins et atmosphériques qui apportent la chaleur des tropiques vers le nord.

## **Les gaz à effet de serre, premier responsable**

Pour les scientifiques, l'activité humaine et plus précisément, la hausse des émissions de gaz à effet de serre sont les premiers responsables du réchauffement planétaire, ainsi le CO<sub>2</sub> a augmenté de 35 % dans l'atmosphère depuis le début de la révolution industrielle. Tous les experts tombent d'accord pour prévenir que ce taux devrait rester supérieur à la normale pour encore plusieurs siècles et ce, malgré un abaissement immédiat des réductions, comme le prévoit l'accord de Kyoto, avant une lente déclinaison. Même si le protocole est appliqué à la lettre, les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient, néanmoins, avoir augmenté de 60 % entre 1990 et 2010. Cela dit, les scientifiques affirment qu'il y a encore moyen de limiter les dégâts et la vitesse du réchauffement en adoptant des mesures draconiennes.

Patrick Schindler milite  
au groupe Claaaaaash.

### La signature de l'accord par Moscou pas désintéressée

Depuis 2001, la Russie, avec les États-Unis (la nation la plus polluante du monde : elle totalise 36 % des émissions des gaz à effet de serre des pays industriels) et quelques petits pays du Sud bloquaient l'accord de Kyoto, affirmant qu'il mettrait à mal leurs économies locales, ou pour le seul cas de Washington, « qu'il était trop favorable aux pays en développement, alors que le changement climatique n'était pas encore définitivement établi »!

Le Kremlin a ratifié le protocole en octobre dernier. Mais cette décision n'est pas née de la bonne volonté altruiste de Poutine : il a obtenu en échange l'appui de l'Union européenne (qui a fait du forcing pour obtenir sa signature) pour l'entrée de la Russie dans l'OMC. Rien n'est jamais gratuit. De plus, cet engagement est relatif, dans la mesure où l'accord de Kyoto n'oblige pas la Russie à réduire ses propres émissions, déjà inférieures de 20 % au niveau de 1990. Tout bénéfice pour Moscou, donc, qui pourra profiter des investissements écologiques prévus par l'accord, et attend, dans les cinq ans à venir, quelque 20 milliards de dollars d'investissements étrangers dans ses secteurs industriels, énergétiques ou communaux. Le temps de réflexion imposé par Poutine, avant de ratifier le protocole, lui aura donc été plutôt bénéfique. Greenpeace, après s'être félicité de cette décision, déclare, un peu angéliste, que « les Américains sont aujourd'hui sur la touche et que le reste du monde va pouvoir désormais avancer et commencer à combattre le réchauffement climatique ».

### Bush ou l'égoïsme suicidaire

Pourtant, sans les États-Unis, la portée de l'accord est assez réduite et, de plus, les pays en développement représentent à eux seuls un potentiel de 40 % des émissions mondiales de gaz polluants. Jusqu'à 2012, ces derniers ne sont contraints qu'à des obligations d'inventaires, sans objectif de réduction d'émission. Aussi, Bush a sauté sur l'argument pour justifier son refus de signer, mais à titre de comparaison, il est bon de rappeler que l'Inde émet 5,6 % des gaz à effet de serre avec 1,2 milliard de ressortissants, tandis que l'Union européenne en comptabilise 14 % avec seulement 400 millions d'habitants et pour rappel, les États-Unis, 36 %. Néanmoins, les pays en développement pourraient s'aligner sur les positions américaines, ce qui serait catastrophique, quand on pense, par exemple, que la Chine est en plein boom industriel.

Des experts européens accusent l'administration Bush d'avoir retardé la parution de l'étude sur le réchauffement arctique jusqu'aux dernières élections et d'avoir ralenti la rédaction du document final, présenté le 24 novembre à Reykjavik. D'ailleurs, lors de cette réunion, les États-Unis ont envoyé la sous-secrétaire d'État aux Affaires mondiales, tandis que les autres pays riverains étaient, à

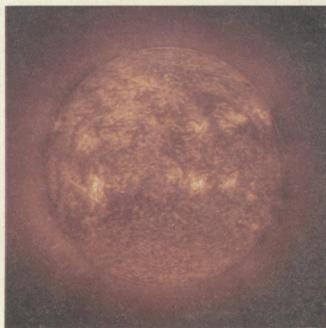
l'exception du Danemark, représentés par leurs ministres des Affaires étrangères. Les écologistes ont rapidement fait connaître leur déception, face à une occasion manquée pour réduire les rejets de gaz à effet de serre.

### Un nouveau nerf de la guerre

Pourtant, ceci n'a rien de surprenant quand on sait que la fonte des glaces de l'Arctique libérera, dans environ une trentaine d'années, les passages maritimes du Nord-Ouest et du Nord-Est. Elles seront vouées à devenir alors de véritables autoroutes de la mer (engendrant la multiplication des risques de pollutions marines) et ouvriront surtout des espaces encore interdits à l'exploitation minière et pétrolière. Les compagnies pétrolières multinationales en rêvent, d'autant que l'Arctique possède un quart des ressources totales d'hydrocarbures mondiales. Un pétrole tant convoité et dont la combustion, ironie macabre, ne fait qu'aggraver, jour après jour... le réchauffement climatique. Mais les hystériques du profit en sont-ils à une guerre ou à une contradiction près quand il s'agit de faire fructifier leurs portefeuilles d'actions et de stock options, au grand mépris du reste de l'humanité?

P. S.

Sources : rapport du CERCA, Symposium du Collège de France, « L'homme face au climat », AFP/Libération, la Lettre de l'Environnement.



### Le protocole de Kyoto : un « big deal » économique

38 pays industrialisés seront contraints de réduire ou limiter, d'ici à 2012, leurs émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre, considérés comme responsables du réchauffement climatique, de 5,2 % en moyenne par rapport aux niveaux de 1990. Les engagements chiffrés sont de 8 % pour l'Union européenne et de 7 % pour les États-Unis. Le protocole entrerait en vigueur au niveau mondial 90 jours après l'obtention des ratifications nécessaires et, dès lors, s'ils ne respectent pas leurs engagements, les pays signataires risqueront des amendes.

Afin de permettre une mise en place en douceur, l'accord prévoit quelques mécanismes de flexibilité, notamment, les pays signataires peuvent acheter des « droits à polluer » et échanger entre eux des droits d'émission. Ils ont également la possibilité de gagner des « points », en aidant les pays en développement à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre.

# Le racisme sans race



LES LIVRES de Norbert Elias sont un trésor. Ils ne sont hélas guère cités dans les milieux anarchistes. Certes, Elias n'est pas anarchiste, mais, quelle que soit la main qui nous tend un outil, s'il est bon, il faut nous en servir.

Logiques de l'exclusion d'Elias et Scotson (Agora, Pocket) est l'une des meilleures études sur le racisme et sa conséquence, l'exclusion. Elle est en outre la seule à porter, à mon sens, sur le cœur du problème. Car elle traite de l'ostracisme, aux formes identiques au racisme, infligé à des ouvriers britanniques blancs, par d'autres ouvriers britanniques blancs. Voilà un quartier ouvrier, mais ancien, presque trois générations, qui ostracise les habitants du nouveau lotissement voisin, eux aussi ouvriers (rien à voir avec exploitation économique ou différence de revenu), eux aussi britanniques (rien à voir avec culture, langue, ethnie ou religion), eux aussi blancs (rien à voir avec l'aspect physique). La seule différence: les « établis » sont un groupe homogène, bien structuré, heureux de l'être, les nouveaux venus ne sont pas un groupe, et à peine un quartier.

Et l'on entend ce que tous les analystes du racisme entendent partout: « Ils sont sales, ils sont violents, ils ne savent pas se tenir, ils n'ont pas d'autorité sur leurs enfants et, en plus, ils en font beaucoup trop, ils sont paresseux, ils aiment trop le sexe. » De qui a-t-on entendu cela? Des Gitans, dans la bouche de juifs? Des juifs, dans la bouche de Polonais? Des Polonais, dans la bouche des nazis? Des Arabes dans la bouche de Français? Des Noirs très noirs dans la bouche de Noirs café au lait? Des Burakumin et des Coréens-au-Japon dans la bouche de Japonais? De fait, dans le Japon mal rasé<sup>1</sup>, la situation étudiée était très proche: car tant les Coréens, déportés du travail au Japon, que les Burakumin, les intouchables japonais, sont indifférenciables physiquement des Japonais. Et dans le cas des Burakumin, ils sont

japonais. Mais pour les Burakumin, exerçant des métiers réservés, se mêlent des centaines d'années de vie dans des ghettos, liées à un ostracisme professionnel/religieux qui a obscurci l'élément qu'Elias et Scotson ont en revanche éclairé.

Le racisme et ses variantes s'exercent toujours dans le sens d'un groupe qui se sait ou se croit supérieur à un autre groupe. Ce sentiment de supériorité est d'abord fondé sur le pouvoir des ostracisants sur les ostracisés. Que le pouvoir soit réel, ou qu'il ne soit plus qu'un souvenir, n'a pas d'importance. La conscience du pouvoir possédé va être vécue comme la conscience d'une supériorité. Conscience d'une supériorité sociale réelle lorsque le pouvoir est réel, mais dans tous les cas prétention d'une supériorité morale, aux sens multiples des mœurs, des valeurs, et de la façon dont y adhère, souvent renforcée par l'illusion d'une supériorité physique.

D'autres qu'Elias ont vu que l'affirmation d'une supériorité morale fonctionnait comme un palliatif aux éventuels sentiments de culpabilité éprouvés par les ostracisants. Et comme la justification des cruautés, des lâchetés, des mensonges et des vols exercés à l'encontre des ostracisés, contraires aux morales officielles des ostracisants... Mais Elias et Scotson soulignent, eux, un mécanisme plus subtil, plus solide, donc plus difficile à combattre. Pour

que le groupe ostracisant puisse ostraciser, il faut qu'il soit un groupe cohérent. Un groupe cohérent impose des règles quant aux mœurs, quant à l'autocontrôle des impulsions personnelles.

La règle est le coût de la cohérence. La cohérence est la récompense de la règle. Un sacrifice est compensé par une jouissance, une jouissance récompense un sacrifice.

Un groupe différent menace cet équilibre: remettre en question la cohérence originelle semble menacer d'inutilité le douloureux sacrifice engendré par le respect des règles du groupe. Les différents sont des tricheurs qui veulent l'égalité avec le groupe, qui veulent le même délicieux sentiment de cohérence, sans passer par le même sacrifice! Lorsque le sacrifice est pourtant accompli par les différents, comme dans le cas des grands bourgeois d'avant la Révolution française adoptant des mœurs et des valeurs identiques à celles des aristocrates, on ostracise dans le seul but de préserver l'identité première. Car le groupe ostracisé ne s'est plié aux règles du groupe ostracisant que parce que le pouvoir, ou le statut, réel est à sa portée, voire déjà en sa possession! Alors, sentant la menace, le groupe ostracisant se cramponne à son identité parce qu'il espère que préserver cette identité sera préserver son pouvoir.

C'est la raison pour laquelle, dans notre XXI<sup>e</sup> siècle, les récents nouveaux riches d'Internet se précipitent dans les cours de maintien, payèrent des fortunes à qui leur enseignera à manger des homards à la fourchette et pas des hamburgers avec leurs doigts. Ô fourchette à poisson, que de crimes on commet en ton nom!

Nestor Potkine

1. ACL, BP 1186, Lyon 69202 cedex 01.

# Un individualiste solidaire

## À QUI S'ADRESSE CE TRAVAIL DE MÉMOIRE ?

Aux jeunes générations militantes curieuses de notre passé récent, aux plus anciennes qui se replongeront dans notre histoire complexe pour y découvrir des aspects qui leur avaient échappé, à ceux qui ne connaissent rien à nos idées et qui les découvriront, en action, portées par une vie de militant à la recherche « du meilleur accord possible entre son mode d'existence et ses idées ».

À Bordeaux, l'enfance d'André Arru n'est pas facile, son père mourra au front dès le début de la Grande Guerre. Notre futur insoumis, pour échapper au désarroi de sa vie d'alors, sera tenté... de s'engager dans l'armée. Plus tard, il fera ses onze mois de service militaire et travaillera par la suite comme représentant.

C'est après avoir écouté, vers 1933, une conférence de Sébastien Faure, une « révélation », que le tournant est pris. Il fréquente alors un groupe « à tendance individualiste », lit *l'Unique et sa propriété*, puis, après l'affaire « des stérilisés de Bordeaux », milite avec le groupe anarchiste. La personnalité d'Aristide Lapeyre aura une importance primordiale sur son évolution ; Aristide qui sut faire vivre ensemble, anarchistes individualistes, anarcho-syndicalistes et anarchistes communistes, mais aussi pacifistes et libres-penseurs.

Mais nous sommes en 1938-1939, temps noirs, la Révolution libertaire espagnole a vécu, la Seconde Guerre mondiale approche. Les jeunes anarchistes bordelais songent à une insoumission collective, mais Arru se retrouvera seul à dire non. Il n'est pas objecteur ; il ne veut pas « se laisser prendre » et vivra avec les papiers d'un ami réformé définitif. Après avoir détruit tout ce qui lui était personnel, il part pour Marseille avec le seul livret militaire de son copain, trouve du travail... et constitue avec des compagnons retrouvés, et d'autres (dont Voline), un groupe anarchiste clandestin qui, en pleine guerre, se manifestera contre le fascisme et la guerre, contre le capitalisme et la dictature stalinienne. Agitation qui se complètera par une intense activité pour regrouper les anarchistes du sud de la France et... la fabrication de faux papiers.

Arrêté en août 1943, il s'évadera en avril 1944.

En octobre 1944, c'est la rencontre d'Agen préparant le congrès constitutif du Mouvement libertaire ouvert à toutes les tendances de l'anarchisme. Arru militera pour l'« unité organique » des anarchistes, et s'opposera à l'« expérience » Fontenis qui fit disparaître momentanément la Fédération anarchiste, son journal et son local. La Fédération actuelle renaît fin 1953, mais Arru sort écorché de ces affrontements. Fin des

années 50, début des années 60, il semble passer par des moments difficiles...

En 1958, il entreprend de regrouper des pacifistes provençaux. Pourtant, il est insatisfait, regrettant « de ne pas trouver chez nombre [d'entre eux] les préoccupations sociales qui étaient les siennes ». Par ailleurs, « tout en refusant de façon catégorique tout recours à la violence », il n'adhère pas pour autant à l'action non violente. Il faut dire que les « non-violents » d'alors étaient en majorité influencés par le christianisme, or Arru est libre-penseur. Est-ce l'explication ? N'empêche, il a dû marcher sur le fil du rasoir pour tenir sa route. Dans « Un rassemblement anarchiste est-il possible ? », article publié par *Défense de l'homme* en 1952, Arru ne craignait pas de citer le chrétien Tolstoï parmi les « pères de l'anarchie ».

Tout en m'interrogeant sur ce cheminement personnel, je note qu'en 1959, dans un texte intitulé *Le Pacte du pacifiste*, il est écrit que « le pacifiste n'est pas un passif. Dans tous les cas d'agression collective, il préconise aux victimes l'emploi de la grève, de la non-obéissance, de la non-coopération, du boycott et tous autres moyens non violents qui peuvent porter atteinte à la situation morale et matérielle des agresseurs ». En 1976, dans *la Libre Pensée des Bouches-du-Rhône*, il intitulait un article : « La violence ne résout pas les problèmes », et le concluait par : « Il faut trouver autre chose. » Est-ce le « réformisme révolutionnaire », notion avancée quelque part dans le livre ?

Libre-penseur donc, il crée en 1959 le groupe Francisco-Ferrer de la Libre Pensée des Bouches-du-Rhône. Sa militance anticléricale semble coïncider avec une moindre fréquentation des anarchistes, puis il quitte la Fédération. Des départ est surtout le résultat de lassitudes, de doutes et d'interrogations :

« Je me plains sans cesse du comportement des autres, sur le plan militant exclusivement. Je n'arrive pas à comprendre que tel ou tel n'accomplisse pas ce qu'il a promis de faire, ou ne possède pas le sens de la responsabilité de la charge qui lui incombe... »

Il faudrait s'attarder à commenter le mot « solidaire » que les auteurs ont heureusement accolé au mot « individualiste », il faudrait attirer l'attention sur des textes d'Arru publiés en annexe : les *Coupables*, et sur ses commentaires de l'œuvre de Stirner, il faudrait signaler l'échange de correspondance entre Arru et des compagnons connus ou inconnus, etc. J'ai lu ce livre avec mes lunettes, c'est sûr. Chausse les tiennes, lecteur, et vas-y voir toi-même...

En janvier 1999, Arru se donne librement la mort.

André Bernard

André Arru et Aristide Lapeyre  
en 1945 ou 1946 sur La Canébière.



Sylvie Kncerr-Saulière et Francis Kaigre, Jean-René Saulière, dit André Arru, un individualiste solidaire (1911-1999), Les Amis d'André Arru, La Libre Pensée autonome et le CIRA de Marseille éditeurs, 2004, 416 p., 21 euros.

# Maria, pleine de grâce la mule

PEU DE FILMS EXISTENT sur les pratiques concrètes des narcotrafiquants. Dans la Vierge des tueurs de Barbet Schröder, on entend et on voit le feu d'artifice enclenché quand ils ont réussi à faire passer un bateau aux États-Unis malgré les contrôles. *Días de Santiago*<sup>1</sup> montre le retour d'un jeune Péruvien revenu de multiples combats contre les trafics qui ensanglantent l'Amérique latine. Observer leur travail de mort à petite échelle, au niveau des petites gens et des jeunes sans avenir qui vont tomber comme des mouches, cela ne nous a pas encore été montré.

Maria, la rebelle, le personnage autour duquel se déploie le film, vient d'une petite bourgade, d'un village à quelques kilomètres de Bogota. C'est elle, Maria pleine de grâce (Maria, llena eres de gracia) une jeune fille « pleine » dans tous les sens du terme : elle est pleine de colère et se fait renvoyer après une violente altercation avec son patron. Son ventre aussi est plein, puisqu'elle est enceinte. Son copain est sans travail comme elle et même s'il lui propose le mariage, elle n'est pas dupe. Elle sait quelle vie de misère l'attend et elle n'en veut pas. Maria fait donc son choix. Elle va devenir « mule », transporter de la drogue non pas sur son dos comme l'évocation de l'animal pourrait le faire croire, mais dans son for intérieur, dans sa tripe. Comme un écureuil économe qui remplit lentement ses joues de réserves délicieuses pour l'hiver, elle se remplira, elle aussi, mais c'est pour un futur, pour son avenir qu'elle prend le risque d'y laisser sa peau, d'avoir sa vie bousillée avant même de l'avoir vécue.

Elle s'engage à transporter dans son ventre une quantité invraisemblable de sachets de poudre blanche de la taille d'un très, très grand raisin. Soixante-deux, très exactement. C'est d'ailleurs en parlant de raisin qu'une amie expérimentée lui conseille de commencer par s'entraîner. Car ce n'est pas facile, puisqu'il s'agit de très gros raisins qu'il faudra apprendre à avaler sans les croquer, sans les faire éclater, car sinon, elle mourra sur le champ, empoisonnée.

C'est d'ailleurs ce qui arrive à cette amie, rescapée de plusieurs déplacements, orchestrés par les trafiquants. Lucy, qui avait décidé d'arrêter ce jeu mortel, de ne faire plus qu'un dernier voyage, ne s'en sortira pas vivante. Morte empoisonnée par un sachet qui s'est ouvert, elle sera découpée pour récupérer sa cargaison et son cadavre jeté à la décharge. Maria, pleine de compassion pour son amie d'infortune, paiera le rapatriement du corps, rendant ainsi, en amie respectueuse et en femme solidaire, un dernier service à cette femme qui lui avait ouvert une porte et donné des conseils précieux.



Car Maria, elle, va réussir : après avoir démissionné de son boulot dans une plantation de roses, après avoir dit à son copain qu'elle est enceinte, mais qu'elle veut garder l'enfant et partir, après avoir tourné et retourné l'ensemble des données dans sa tête, elle décide de prendre le risque.

Avec une force de caractère incroyable, elle décide, seule, car la mère et la sœur ne la comprennent pas. C'est d'ailleurs cette grossesse qui va la protéger et permettre son passage à la douane des services américains des frontières : « On ne fait pas de radio aux femmes enceintes ! » à la sauve de l'expulsion immédiate. Et c'est encore cet enfant à naître qui va être son ange gardien et lui montrer une porte de sortie. Un rendez-vous pris pour une échographie lui permettra de choisir encore une fois. Car l'infirmière lui avait dit de revenir. Maria s'était inquiétée à juste titre des effets de cette cohabitation entre sachets de drogue et fœtus. Et on l'avait rassurée, l'enfant à venir était en bonne santé.

Un film que l'actrice principale, Catalina Sandino Moreno (prix d'interprétation au Festival de Berlin) illumine de sa beauté : Maria pleine de grâce de Joshua Marston nous raconte des choses authentiques et graves. Toutes ces jeunes vies fauchées pour une promesse de 5000 dollars. En quelques mois, plus de deux cents Colombiennes et Colombiens ont été rapatriés – à leurs frais – dans leurs cercueils.

Heike Hurst

1. *Días de Santiago* de Josué Mendez.

## Solidarité internationale avec les anarchistes du Venezuela

La Commission de Relations anarchistes du Venezuela, qui publie le journal *El libertario*, mensuel antiautoritaire le plus régulier et parmi les plus anciens d'Amérique du Sud, a ouvert le 14 novembre un Centre d'Études Sociales Libertaires (CESL) à Caracas, rue Blasina dans le quartier de Sarria.

Cet événement se produit au moment où les camarades vénézuéliens tentent d'augmenter le tirage de leur journal, renforcent la production et la diffusion de matériel libertaire écrit et audiovisuel, et organisent divers événements liés à la promotion de l'idéal libertaire avec une fréquence jamais vue dans cette région du monde.

Le CESL est une structure indépendante et autogérée, dont les objectifs principaux sont l'étude et la diffusion de valeurs et de pratiques comme l'autogestion, l'entraide, la solidarité, la justice sociale et la promotion culturelle en général. Le CESL s'inspire à la fois des athénées libertaires espagnols, des centres sociaux italiens, et en général de l'esprit de la connaissance, autodidacte et socialisante, des antiautoritaires. Pour des motifs juridiques, le CESL apparaît comme une fondation sans buts lucratifs. En raison de sa philosophie, le CESL ne

percevra aucune subvention. Les fondateurs du CESL tiennent à l'indépendance de ce projet par rapport au journal *El Libertario*, même si beaucoup de personnes sont investies dans les deux actions. Le CESL aura son fonctionnement autonome, assuré par ses adhérents, réunis en assemblée générale.

Les activités du centre iront de l'animation de la Bibliothèque sociale, à l'organisation de forums et séminaires, en passant par la réalisation d'ateliers de communication, arts plastiques, autogestion... La Bibliothèque compte actuellement avec un fonds de plus de mille livres et 2500 publications spécialisés dans les domaines des sciences sociales, contre-culture, anarchisme, philosophie, globalisation, droits humains... qui attendent un espace physique pour être mis à disposition du grand public.

Si l'objectif du CESL est de s'autofinancer par divers moyens, cela ne sera possible que d'ici quelques mois, au mieux. C'est pourquoi un appel est lancé par les initiateurs du projet. Il nous faut insister pour dire que ces anarchistes vénézuéliens ont participé à titre d'observateurs au dernier congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes à Besançon au mois d'avril 2004, et que leur travail, dans divers domaines,

rayonne largement et sert tous les anarchistes sud-américains. Leur pugnacité et leur constance dans le développement des idées et des pratiques anarchistes sont indiscutables.

Nous vous sollicitons donc pour un projet qui a besoin d'entraide et de notre soutien, en particulier financier. Si les formes d'engagement et de soutien sur place sont divers, il nous reste à actionner ici l'aide économique. Vous pouvez envoyer vos dons à la Fédération anarchiste qui se fera l'écho de vos contributions et acheminera l'argent collecté dans les meilleurs délais à nos courageux camarades vénézuéliens.

Règlements à adresser à : Fédération anarchiste - relations internationales (Venezuela) - 145, rue Amelot - 75011 Paris. Libeller les règlements à l'ordre de Publico.

Enfin, vous pouvez établir un contact avec nos camarades par internet : centrosociallibertario@yahoo.com ou en visitant le site internet du CESL : [www.centrosocial.contrapoder.org.ve](http://www.centrosocial.contrapoder.org.ve) Par courrier postal : Fundación Centro de Estudios Sociales Libertarios - Apartado Postal n° 49110, Caracas, Venezuela

### Radio libertaire

#### Jeudi 9 décembre

Si Vis Pacem, 18 h-19 h 30. Le théâtre de l'insoumission avec Pascal Dereudre, metteur en scène.

#### Vendredi 10 décembre

Jazz en Liberté 22 h 30 Miles Davis (1970), DJ Spooky (2003), Joachim Kühn Quartet (1990), David «Fuze» Fiuczynski (1996), Herbie Hancock (1979)...

#### Dimanche 12 décembre

Tempêtes sur les planches, 14 h-15 h 30. José Sanchis Sinisterra, Josep Benet i Jornet, Aziz Chouaki, la parole aux auteurs !

#### Mercredi 15 décembre

Blues en liberté. 10 h 30- 12 h. Vietnam et blues.

Le Manège : de 14 h à 16 heures,

Malek Bensmail pour Aliénations.

#### Jeudi 16 décembre

Si Vis Pacem, 18 h-19 h 30. Militarisation au Proche-Orient. Invité : l'Union juive française pour la paix.

#### Mercredi 22 décembre

Blues en liberté, 10 h 30-12 heures, chansons d'usage première partie.

**89.4 MHz**  
en région parisienne  
et ailleurs sur Internet

**CAFE**  
*polar*

Pas serial s'abstenir - lautodidacte

Vendredi 10 décembre - 20 h 30

Rencontre et débat

avec

**Patrick Pécherot**

Lautodidacte.org - 5, rue Marulaz

<http://www.lautodidacte.org> - Tél. Fax 03 81 82 14 94

## Jeudi 9 décembre

### Bourges

Organisé par le collectif libertaire de Bourges, MEDINA et ATTAC 18. La dictature togolaise et les complicités françaises. Amphithéâtre de l'IMEP, rue Joyeuse à Bourges. Débat animé par Comi Toulabor, président de Survie Gironde.

### Ivry(94)

FORUM LEO FERRE. Chanson : Brigitte Maillard. 11 rue Barbès M° Pierre-Curie

## Vendredi 10 décembre

### Paris 18<sup>e</sup>

Anarchisme et mouvement ouvrier. Conférence-débat organisée par le groupe Pierre-Besnard à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses. À 20 heures.

### Ivry(94)

« Le syndicalisme en Bolivie, répression et perspectives politiques », projection du film de Mariane Roussy et des extraits du documentaire de Bruno Lorvao sur Evo Morales, cocarellero et député à 19 heures, un débat suivra : la peur, arme principale du capitalisme. Animé par Franck Poupeau, Sergio Caceres et les réalisateurs des films. À la Fenêtre-Expo. Place Voltaire, métro Ivry-sur-Seine.

FORUM LEO FERRÉ. Marc Havet en solo chant et piano. (Aussi le samedi 11 décembre.), 11 rue Barbès M° Pierre-Curie

### Lyon 1<sup>er</sup>

Projection-débat à 21 heures au Café libertaire (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, entrée par l'allée). Projection du documentaire « L'amour à l'ombre » sur la vie sexuelle et affective des prisonniers et prisonnières. Un débat suivra.

### Besançon(25)

Café polar, organisé par l'Autodidacte et Pas sérial s'abstenir, avec Patrick Pécherot à la Librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Besançon.

## Samedi 11 décembre

### La Grange de Lamothe-Landerron (33)

Concert de Christian Leduc à partir de 19 heures. 9 ou 6 euros. Parcours fléché...

## Lundi 13 décembre

### Grenoble(38)

« Et pourtant, ils existent! » Rencontre-discussion avec des militants de la FA autour de la sortie de « Et pourtant ils existent!, Le Monde libertaire à 50 ans », éditions du

Cherche-Midi. à partir de 20 h 30, au Tonneau de Diogène, 6, place Notre-Dame. (Présence de Michel Ragon à confirmer.)

## Mercredi 15 décembre

« En ces temps chloroformés, le groupe libertaire dijonnais et le groupe FA La Mistoufle ont le plaisir de vous ouvrir leur porte vers d'autres futurs, d'autres présents aussi! Permanences assurées tous les mercredis de 20 h à 22 h plus tard si affinités ! Au 6, impasse Quentin (vers le marché). Il vous sera possible d'emprunter bouquins, brochures, de discuter, de boire un coup, d'agir. A bientôt donc, sonnez, on vous ouvrira. »

## Jeudi 16 décembre

### Paris

Jehan, en solo, chant et guitare.

## Samedi 18 décembre

### Ivry(94)

FORUM LEO FERRE Le P'tit Vélo, 11 rue Barbès M° Pierre-Curie

## Dimanche 19 décembre

### Lille(59)

L'union locale des syndicats CNT de Lille et environs organisera son repas annuel le samedi 18 décembre 2004 à la Halle au sucre, rue des Archives (Vieux-Lille).

En parallèle à cet événement, vous trouverez des tables de presse de diverses associations, stands et différentes animations vous seront proposées : 16 h, « De Profundis » pièce de théâtre de Roger Facon ( PAF 2 euros). 18 h : apéritif-concert animé par Arsène Lupunk (reprises acoustiques des tubes punk des années 80). 20 h : repas (réservation impérative). Apéritif, couscous viande ou végétarien, dessert. 10 euros, 5 euros pour les étudiants, chômeurs, précaires et les enfants. 22 h 30 : concert avec Cheperland (Ska Rock Reggae).

### Saint-Claude

Ouverture du « Coffre-fort », local libertaire par le groupe anarchiste Lucio (grouplucio@altern.org). Concert de Pustule l'Ardéchois, punk folklorique. Entrée à prix libre.

Anarchisme et mouvement ouvrier. Conférence-débat organisée par le groupe Pierre-Besnard à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Métro Blanche ou Abbesses. À 20 heures.





Tendres âmes errantes  
à cheval sur la marche froide,  
désarticulée, du temps moderne

Nous voquons entre les ruines  
des galeries décrépies  
qui ont oublié le vol des anges

Une joie souveraine et inconsciente  
donne à nos jours le vague espoir  
qui dort étioilé dans le cœur du monde

Les rues palpitantes  
regardent mourir la lune

Est-ce l'amour qui ouvre  
les fenêtres du ciel ?

Où vont-ils ces rêves  
que nous envoie la nuit ?

Le chemin est notre seule destinée

Et si on déclarait  
article de première nécessité  
nos rêves ?

Jorge Hernández

Joëlle Rapp